

# LUTTE DE CLASSE

Union communiste internationaliste (trotskyste)



## À bas la nouvelle guerre impérialiste !

- **La France dans le Golfe**
- **Les municipales**
- **Les résultats de l'extrême gauche**
- **LFI ostracisée**
- **Bernard Arnault et LVMH**
- **L'internationalisme ouvrier**

## Au sommaire de ce numéro

À bas la nouvelle guerre impérialiste !	1
L'impérialisme français dans le golfe Arabo-Persique	7
Après les élections municipales	14
Les résultats de Lutte ouvrière et de l'extrême gauche	19
La France insoumise ostracisée, l'extrême droite blanchie	21
Bernard Arnault et LVMH, ou le parasitisme de la bourgeoisie	25
Aux origines de l'internationalisme ouvrier	31

La liste des librairies vendant *Lutte de classe* est disponible sur notre site [www.lutte-ouvriere.org](http://www.lutte-ouvriere.org)

## Abonnements pour un an (8 numéros)

### Pli ouvert

- France, DOM-TOM 18 €
- DOM-TOM, par avion 20 €
- Monde 25 €

### Pli fermé

- France, DOM-TOM 40 €
- DOM-TOM, par avion 45 €
- Monde (lettre prioritaire) 45 €

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement à :

Lutte ouvrière – CCP Paris 26 274 60 R 020  
IBAN FR28 2004 1000 0126 2746 0R02 087  
BIC PSSTFRPPPAR

## Qui sommes-nous ?

La revue *Lutte de classe* est éditée par l'Union communiste (trotskyste), plus connue sous le nom de son hebdomadaire, *Lutte ouvrière*.

Lutte ouvrière est une organisation communiste, révolutionnaire et internationaliste. Elle est membre de l'UCI (Union communiste internationaliste), qui regroupe dans plusieurs pays des organisations partageant les mêmes idées et les mêmes objectifs.

L'Union communiste internationaliste est un courant qui se revendique de la filiation d'idées incarnées successivement par Marx et Engels, Rosa Luxemburg, Lénine et Trotsky. Elle considère que l'organisation capitaliste représente le passé de la société humaine, pas son avenir, et que la société capitaliste basée sur la propriété privée, le marché, la concurrence et le profit devra être remplacée, à l'échelle de la planète, par une société basée sur la propriété collective des ressources de la terre et des instruments de production, ainsi que sur une économie démocra-

tiquement planifiée assurant à chacun de ses membres un accès égal à tous les biens matériels et culturels.

Elle se revendique de la révolution russe de 1917, qu'elle considère comme la première et jusqu'à présent unique révolution où le prolétariat a pris durablement le pouvoir étatique pour tenter de transformer la société dans un sens collectiviste, avant d'être écarté du pouvoir politique par la dictature d'une bureaucratie usurpatrice.

Les organisations qui se revendiquent de l'UCI considèrent que les idées communistes doivent être réintroduites dans la classe ouvrière qui, seule, peut en faire une force de transformation sociale.

Tout en participant aux luttes quotidiennes des travailleurs dans la mesure de leurs possibilités, les militants des organisations de l'UCI défendent parmi ceux-ci les intérêts politiques généraux de la classe ouvrière. Ils sont convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société



## Correspondance

Lutte ouvrière BP 20029 –  
93501 PANTIN CEDEX

## Sur Internet

Portail de Lutte ouvrière  
<http://www.lutte-ouvriere.org>  
Site multilingue de l'Union  
communiste internationaliste  
<http://www.union-communiste.org>  
E-mail:  
[contact@union-communiste.org](mailto:contact@union-communiste.org)

libre, fraternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Ils sont aussi les seuls, par leur nombre et leur concentration, à avoir les moyens de contrôler le pouvoir politique issu de leur intervention.

Ils considèrent que les travailleurs constituent à l'échelle du monde une seule et même classe sociale et que leur présence à toutes les étapes de la production et de la distribution des biens produits leur permet de contrôler démocratiquement tous les rouages de l'économie, afin qu'elle fonctionne pour satisfaire les besoins de tous.

La revue *Lutte de classe* est l'expression collective, en langue française, de l'UCI. Chacune des organisations qui s'en revendiquent a, par ailleurs, ses propres publications sous la forme d'une presse politique, ainsi que, pour la plupart d'entre elles, d'une presse ouvrière sous la forme de bulletins d'entreprise réguliers.



## À bas la nouvelle guerre impérialiste!

**Depuis le 28 février, une nouvelle guerre ravage le Moyen-Orient. Des dizaines de millions de femmes et d'hommes, en Iran, au Liban, en Israël et dans de nombreux pays voisins, sont plongés dans la guerre, visés par les bombes, transformés en réfugiés, bloqués sur des cargos. Loin de se terminer « en quatre semaines », comme l'affirmait Trump, cette énième agression israélo-américaine accentue les contradictions de l'économie capitaliste et menace d'entraîner un pays après l'autre dans la guerre.**

Les aviations américaine et israélienne bombardent l'Iran, détruisant non seulement les bases militaires, les hangars abritant drones et missiles, les usines supposées fabriquer des armes, les casernes et les commissariats, mais aussi les ministères et autres bâtiments officiels installés en plein cœur de Téhéran et des grandes villes, des centrales électriques et des infrastructures vitales pour la population. Dès le premier jour, une école primaire a été détruite, ensevelissant probablement 160 fillettes. Selon le ministère iranien de la Santé, au 21 mars, 1 500 civils avaient été tués,

dont 200 enfants. Quant à l'armée israélienne, lancée dans une guerre sans fin contre tous ses voisins depuis le 7 octobre 2023, elle est en train de transformer le sud du Liban en nouveau Gaza. Sur son ordre, plus de 800 000 personnes, sur 4 millions d'habitants au Liban, ont été chassées de leurs maisons. L'État libanais, déjà en faillite avant ce nouveau drame, est incapable d'offrir un abri à ces réfugiés, très majoritairement chiites, qui sont, en outre, présentés comme une menace pour les autres communautés libanaises, sous prétexte qu'ils protégeraient des combattants du Hezbollah.

### LA RÉSISTANCE DU RÉGIME IRANIEN

Quatre semaines après l'attaque israélo-américaine, malgré les assassinats ciblés du « Guide suprême », Ali Khamenei et de dizaines de hauts cadres de l'État et des Gardiens de la révolution – les pasdarans, qui concentrent l'essentiel des forces militaires – le régime des mollahs ne s'est pas effondré. À l'intérieur, l'agression impérialiste a, selon tous les signes, renforcé le sentiment national et permis à la république islamique de ressouder sa base sociale, amenuisée par les



Recherche de survivants sous les décombres d'un immeuble d'habitation dans le nord de Téhéran.



Une famille libanaise déplacée fuit les bombardements israéliens sur la ville portuaire de Saïda.

révoltes qui se succèdent depuis 2017 et le massacre des manifestants commis les 8 et 9 janvier. Non seulement les bombes israélo-américaines n'aident pas la population à « s'emparer du pouvoir », comme le lui enjoignait Trump le 28 février, mais, à l'inverse, la lutte contre « les traîtres et les espions » sert de prétexte pour renforcer l'encadrement de la population et la répression contre tous ceux qui contestent la dictature et les privilèges des dignitaires du régime. Ainsi, le 19 mars, à Qom, le pouvoir a médiatisé la pendaison publique de

trois jeunes hommes arrêtés lors des manifestations de janvier. Cette répression accrue est une preuve, s'il en fallait, qu'aucune libération ne sera apportée par les bombes impérialistes.

À l'extérieur, l'armée iranienne est toujours en état de frapper Israël, les États-Unis et leurs alliés. En riposte aux tirs israéliens sur les installations gazières de South Pars, l'Iran a visé les installations du Qatar, qui partage avec l'Iran l'exploitation du plus grand gisement gazier au monde. Le régime iranien frappe diverses cibles, usines de

dessalement de l'eau, terminaux portuaires ou bases militaires américaines, françaises, britanniques, aux Émirats arabes unis, en Arabie saoudite, au Koweït, en Jordanie, en Irak, dans l'Azerbaïdjan, allié d'Israël, et jusqu'en direction de la base américano-britannique de Diego Garcia, au milieu de l'océan Indien.

### UN ENGRENAGE DE PLUS EN PLUS MENAÇANT

Si personne ne peut prévoir ce que seront les prochains développements de cette guerre, on voit déjà un engrenage se mettre en place. Si les pays du Golfe ont d'abord cherché à éviter l'escalade, alors que leurs sites énergétiques et leurs ports sont visés et que leur prospérité repose sur le commerce, la finance, le trafic aérien et le tourisme, ils ne pourront accepter longtemps sans réagir les bombardements iraniens et le blocage durable du détroit d'Ormuz. Le 19 mars, le ministre des Affaires étrangères saoudien a déclaré que l'Arabie saoudite « se réserve le droit de mener des actions militaires contre l'Iran »,



Bombardement iranien sur Manama, capitale de Bahreïn, en riposte à l'attaque israélo-américaine contre l'Iran.

autrement dit d'entrer en guerre.

Quant aux dirigeants européens, ils s'engagent à reculer mais ils sont déjà impliqués. Si Macron, que Trump et Netanyahu n'ont pas daigné informer de leur offensive commune, a d'abord affirmé « *il faut la désescalade* », il a immédiatement envoyé le porte-avions tricolore en Méditerranée orientale. Dans le cadre des accords de défense passés avec divers pays du golfe Persique, contreparties des ventes de Rafale et autres équipements militaires sophistiqués, l'aviation française aurait abattu, en quinze jours et selon l'armée de l'air, « *plusieurs dizaines de drones et de missiles iraniens lancés contre les Émirats* ». Celle-ci s'inquiète d'ailleurs de l'épuisement des stocks de missiles intercepteurs, des engins à un million d'euros pièce. La mort d'un soldat français sur une base près d'Erbil en Irak est venue rappeler que l'armée française est présente de façon permanente, non seulement en Irak mais dans tout le Moyen-Orient, où près de 5 000 soldats sont déployés. L'argument donné pour cette présence militaire est la défense des pays alliés du Golfe, mais cette alliance, ce n'est pas un hasard, correspond aux intérêts vitaux de Bouygues, Vinci ou Veolia dans les chantiers pharaoniques de la région, de Dassault et Thales, les rois de l'armement, de la compagnie maritime CMA CGM et ceux de TotalEnergies.

Les autres États européens, à commencer par la Grande-Bretagne, ancienne puissance coloniale au Moyen-Orient, ne peuvent pas davantage rester à l'écart. À la demande pressante de Trump de participer à la « sécurisation » du détroit d'Ormuz – en fait sa prise de contrôle –, par où transite un cinquième du pétrole mondial et à proximité duquel 3 200 navires sont restés bloqués par crainte d'être coulés, les dirigeants européens ont commencé par décliner, avant de changer de ton. Le 20 mars, six d'entre eux affirmaient qu'ils étaient « *prêts à contribuer dans le cadre de l'ONU* » mais « *sans action offensive* ». En pleine guerre, on ne peut prendre le contrôle du détroit d'Ormuz sans action offensive, c'est-à-dire sans attaquer

les positions iraniennes, ce qui signifie devenir un belligérant. Même s'ils n'ont pas décidé cette guerre, même s'ils marquent des hésitations, celle-ci étant lancée, les puissances impérialistes secondaires sont obligées de suivre, à la fois pour défendre les intérêts de leurs capitalistes mais aussi à cause de ses répercussions sur toute l'économie mondiale.

Pour les classes populaires des pays européens, la conséquence la plus immédiate est la flambée des prix du gaz et de l'essence, qui va, de proche en proche, relancer une inflation générale. Déjà le prix facturé par les armateurs pour livrer des conteneurs a augmenté tandis que le trafic maritime international, largement en flux tendu, est désorganisé par le blocage d'Ormuz. Les pays d'Asie, qui importent l'essentiel de leurs hydrocarbures du Moyen-Orient, subissent déjà des effets visibles. En Inde, un rationnement sur le gaz acheté par les particuliers a été instauré. Ne disposant pas de grandes réserves stratégiques, des pays au cœur de la chaîne de production mondialisée, comme le Vietnam ou le Bangladesh, ont dû mettre des usines et des installations à l'arrêt ou au ralenti, faute de carburant ou de matières premières. On ne peut mesurer encore les effets qu'aura cette nouvelle crise sur l'industrie, les marchés, la concurrence. Mais, comme lors de toutes les crises précédentes, de la crise post-Covid à la guerre en Ukraine, ils seront multiples, modifieront les rapports de force entre capitalistes et pousseront les États à intervenir d'une façon ou d'une autre.

### D'UNE GUERRE RÉGIONALE À LA GUERRE MONDIALE

La guerre lancée le 28 février par Trump et Netanyahu contre l'Irak est plus qu'une nouvelle guerre régionale dans un Moyen-Orient qui en a connu tant, de l'Afghanistan au Liban en passant par l'Irak ou la Syrie. Comme l'intervention américaine en Irak en 2003, elle a été lancée sur un mensonge, à l'époque l'existence d'armes de

destruction massive, aujourd'hui une menace nucléaire, sans vision politique du côté de l'impérialisme. Mais elle ne sera pas seulement un nouveau bourbier militaire américain qui va plonger des peuples dans la barbarie, détruire durablement un grand pays relativement développé, déstabiliser une fois de plus toute la région et faire surgir de nouveaux seigneurs de guerre. Elle est une étape vers la généralisation de la guerre.

D'abord, l'Irak n'est pas l'Irak, en termes de taille, de capacités industrielles, de puissance militaire, d'importance économique. Il est un point stratégique pour le pétrole, le gaz, le commerce mondial, comme l'illustrent les conséquences déjà visibles du blocage du détroit d'Ormuz et la destruction d'infrastructures pétrolières sur l'économie mondiale. Ensuite et surtout, cette nouvelle guerre a été déclenchée dans une période où le système capitaliste est en crise profonde et alors que ses contradictions se sont développées depuis 2003. Il y a 25 ans, les capitalistes ne juraient que par la mondialisation, le libre-échange, la suppression des droits de douane. Aujourd'hui, la guerre économique qu'ils se livrent passe par l'établissement de barrières protectionnistes colossales et l'intervention économique agressive des États. Il y a 25 ans, la Chine n'était pas encore la puissance économique qu'elle est devenue, en situation de concurrencer les États-Unis dans divers secteurs. Aujourd'hui, ces derniers semblent décidés à l'entraver coûte que coûte, en réduisant ses accès aux matières premières et aux marchés, à commencer par celui des Amériques.

La nouvelle guerre contre l'Irak s'inscrit dans une offensive générale de l'impérialisme américain pour réorganiser l'ordre mondial à sa convenance et empêcher une puissante concurrente d'émerger. Depuis qu'il est revenu au pouvoir, Trump semble avoir décidé de soumettre ou d'abattre les régimes trop peu dociles, comme il l'a montré en kidnappant le président vénézuélien Maduro, puis en interdisant toute livraison



Trump sert à sa population le discours habituel des fauteurs de guerre.

de pétrole à Cuba, étrange l'île et la privant des moyens de produire son électricité. Trump semble décidé à mettre la main sur tous les territoires qu'il estime indispensables à la domination des capitalistes américains, partout dans le monde, y compris ceux, comme le Groenland, que contrôlent des États qui étaient jusque-là des alliés. Au Moyen-Orient, le régime des mollahs leur tient tête, d'une façon ou d'une autre, depuis le renversement du régime pro-américain du chah à la suite d'une profonde révolte populaire en 1978-1979.

Les succès militaires obtenus par Israël avec le soutien des États-Unis depuis le 7 octobre 2023, la destruction de Gaza, qui a affaibli le Hamas, les défaites subies par le Hezbollah libanais en 2024 puis la chute de Bachar el-Assad en Syrie, les effets de la « guerre de douze jours » contre l'Iran en juin 2025, ont visiblement donné le sentiment à Trump et Netanyahu qu'ils pouvaient attaquer frontalement l'Iran.

Aujourd'hui, selon certains commentateurs, « Trump s'est fait forcer la main par Netanyahu », qui a un besoin vital que son

pays soit en guerre pour rester au pouvoir et qui a toujours présenté le régime iranien comme une menace existentielle. Ce sont notamment les propos tenus par Joseph Kent, un haut cadre des services secrets américains, vétéran de la guerre en Irak, qui a démissionné à la mi-mars en disant que « l'Iran ne représentait aucune menace imminente » et que les États-Unis avaient commencé cette guerre « sous la pression d'Israël et de son puissant lobby américain ».

Mais quelle que soit la part de vérité dans ces affirmations, et quelle que soit la versatilité de Trump, capable de dire blanc un jour et noir le lendemain, il n'a pas agi sur un coup de tête. L'état-major de l'armée américaine a patiemment déployé une armada autour de l'Iran, comme il avait organisé avec précision les raids aériens sur ce pays en juin 2025 et comme il avait déployé une autre armada dans les Caraïbes autour du Venezuela. Au-delà des bouffonneries du personnage, au-delà de sa brutalité et de son incompétence, la politique du gros bâton de Trump, sa volonté d'abattre tous les régimes qui ne marchent pas droit, sa volonté d'affaiblir la Chine, sa volonté de soumettre les impérialismes de second rang, y compris quand ils sont alliés, correspondent aux intérêts profonds de la bourgeoisie américaine, prête à tout pour garder son hégémonie. Depuis la présidence de Theodore Roosevelt (1901-1909), les États-Unis ont une longue histoire de présidents se faisant fort de soumettre les pays qui leur résistent.

Si le retour de Trump à la Maison Blanche incarne cette volonté de l'impérialisme le plus puissant de mettre au pas ses concurrents, si son aventurisme peut précipiter les événements, cette marche vers une nouvelle guerre mondiale est inscrite dans les contradictions de l'économie capitaliste sénile et tous les dirigeants du monde s'y préparent activement depuis plusieurs années. Il suffit de regarder l'évolution de leurs budgets militaires, passés d'un total de 1 780 milliards de dollars en 2018 après plusieurs années de stagnation à 2 720 milliards en



L'encercllement militaire américain de l'Iran, en 2025.

2024, avec une augmentation de presque 10 % la dernière année.

La guerre n'a cessé nulle part dans le monde depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale et des dizaines de millions de femmes et d'hommes sont morts ces dernières décennies en Afrique ou au Moyen-Orient à cause des conflits alimentés par le pillage impérialiste. Pour autant, l'attaque israélo-américaine contre l'Iran fait bien partie d'une nouvelle guerre que l'histoire retiendra sans doute comme la troisième du genre. Il est vrai que son départ pourra peut-être être daté du 24 février 2022, quand Poutine a lancé ses armées contre l'Ukraine, ou bien du 7 octobre 2023, quand le Hamas a mené ses attaques en Israël, voire d'une date qui reste à venir et marquerait l'entrée de la Chine ou d'un autre pays dans la guerre.

À ce jour, la Chine reste soigneusement à l'écart. Même si elle et la Russie aident leur allié iranien, en livrant du matériel et en achetant du pétrole pour la première, en fournissant des renseignements pour la seconde, c'est en toute discrétion. Trump a même pu s'adresser aux dirigeants chinois pour leur demander de participer au contrôle du détroit d'Ormuz dont la Chine est l'une des utilisatrices, tant pour livrer ses produits d'exportation que pour se fournir en hydrocarbures. La Chine n'a aucun intérêt à entrer dans cette guerre et les États-Unis ne cherchent pas à l'y impliquer pour l'instant. Mais aucun dirigeant, pas plus Donald Trump que ses adversaires, ne maîtrise les conséquences en chaîne de cette nouvelle guerre.

Par certains aspects, l'accélération des événements au Moyen-Orient évoque l'engrenage de 1914, lorsqu'un attentat à Sarajevo, par le jeu des traités, a conduit en deux mois à la Première Guerre mondiale. À l'époque, la guerre n'avait pas éclaté à cause de la mort d'un archiduc mais parce que le monde capitaliste était un baril de poudre qui n'attendait qu'une étincelle, quelle qu'elle soit, pour exploser. Dans un monde bien différent, avec des acteurs renouvelés, un théâtre de guerre bien plus vaste et un rythme inconnu, un engrenage se met en place aujourd'hui.

La Chine ne pourra pas rester à l'écart de cet engrenage. Elle est non seulement visée dans les opérations de Trump, au Venezuela comme en Iran, puisque ces deux pays jouaient un rôle important dans son approvisionnement en pétrole, mais elle est l'adversaire principal de l'impérialisme américain car la seule puissance réellement capable de lui tenir tête. Tôt ou tard, elle sera impliquée.

### L'ENNEMI PRINCIPAL EST DANS NOTRE PROPRE PAYS

Quels que soient les enchaînements à venir et les futurs belligérants, cette nouvelle guerre est une guerre de l'impérialisme, une guerre décidée et conduite par les représentants du capital le plus puissant, déterminés à maintenir leur hégémonie mondiale par tous les moyens. Les fauteurs de guerre sont les dirigeants des pays impérialistes et il faut refuser l'union nationale qui va se mettre en place dans les différents pays.

À ce jour, en France, les pressions pour se soumettre à cette unité sont faibles car le pays n'est pas ouvertement en guerre. Mais celles-ci ne peuvent que se développer. Si des bateaux français envoyés dans le détroit d'Ormuz sont coulés, si des soldats ou des ressortissants français sont tués, si l'aggravation du chaos au Moyen-Orient provoque des attentats en Europe, on assistera à des campagnes bellicistes et nationalistes. On a

déjà vu tous les chefs de parti, en pleine campagne municipale, approuver sans réserve l'envoi du porte-avions jusqu'en Méditerranée. Même Mélenchon et Pano, représentants d'une France insoumise pourtant ostracisée par les autres partis, ont déclaré que « *la France doit honorer ses engagements* ».

Non seulement les communistes révolutionnaires doivent refuser toute union nationale, mais ils doivent lutter politiquement contre l'effort de guerre et contre les dirigeants belliqueux jusqu'à ce que les travailleurs soient assez conscients pour vouloir s'y opposer. Ils doivent militer pour que le prolétariat intervienne avec ses propres objectifs et refuse d'être sacrifié pour les intérêts de Total, Thales et Dassault. Ils doivent dénoncer l'aggravation de l'exploitation dans les usines, qui seront réorganisées pour la production militaire et affirmer que ceux qui seront mutilés ou tués, sur un front ou un autre, seront sacrifiés pour les intérêts des capitalistes. Ce combat, s'il est mené jusqu'au bout, doit aller jusqu'au renversement des gouvernements en place, sans s'arrêter au fait qu'il peut conduire à la défaite dans la guerre du pays auquel on appartient. Mener ce combat jusqu'au bout, c'est vouloir que la guerre impérialiste engendre des révolutions contre la bourgeoisie et son système qui entraîne l'humanité dans la barbarie ; des révolutions dans les métropoles impérialistes dont les dirigeants portent la responsabilité



Tel-Aviv, le 1<sup>er</sup> mars 2026 : des secouristes interviennent après un bombardement iranien.

majeure de la guerre ; une révolution en Israël, où la population ne fera pas toujours bloc derrière des dirigeants toujours plus fascistes qui la maintiennent dans des guerres sans fin ; mais aussi une révolution en Iran, où les classes populaires et la jeunesse ont montré bien des fois leur combativité et leur courage ces dernières années. Abattre l'impérialisme signifie agir pour des révolutions partout dans le monde, y compris en Russie, où la première révolution prolétarienne de l'histoire avait mis fin à la Première Guerre mondiale et en Chine, où le prolétariat est jeune et concentré. Un certain nombre de travailleurs se sentent naturellement dans le camp de l'Iran et de son régime,

de la Russie de Poutine ou de la Chine de Xi Jinping, qui apparaissent comme les champions de la résistance aux États-Unis et à leur allié israélien. Face au cynisme, à la brutalité et à l'arrogance des Trump et des Netanyahu, il est compréhensible que chaque missile iranien qui atteint sa cible puisse apparaître comme une petite vengeance. Mais le seul objectif des régimes anti-ouvriers, en Iran, en Chine ou en Russie, dont les classes possédantes et les dirigeants sont rivaux des puissances impérialistes qui dominent le monde, est de trouver leur place au sein de l'ordre capitaliste. Cela ne peut représenter une perspective pour les opprimés du monde entier. En France comme en Iran,

aux États-Unis comme en Chine, ceux-ci doivent avoir leur propre politique. Ils doivent intervenir, agir et s'organiser par-dessus les frontières.

Cette perspective, portée par la minorité de militants restés internationalistes au début de la Première Guerre mondiale, derrière Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg en Allemagne, Lénine et Trotsky en Russie, puis par une poignée de militants trotskystes encore plus minoritaires au cours de la Deuxième Guerre mondiale, doit être celle des communistes révolutionnaires, alors que la bourgeoisie plonge le monde dans une nouvelle guerre.

*Le 25 mars 2026*



## L'impérialisme français dans le golfe Arabo-Persique

En déclenchant leur guerre contre l'Iran le 28 février dernier, les États-Unis et Israël ont entraîné le Moyen-Orient dans le chaos des bombardements, des morts et des destructions. L'Iran a répliqué en ciblant notamment les pays arabes du Golfe, qui sont des alliés de longue date des États-Unis : l'Arabie saoudite, le Qatar, les Émirats arabes unis et d'autres. L'impérialisme américain a donc plongé une nouvelle fois toute la région dans une escalade guerrière aux conséquences planétaires incalculables.

Si la France n'a pas été conviée à participer au début de la guerre, elle a ensuite pris position aux côtés de son allié américain. Macron a justifié l'envoi du porte-avions *Charles-de-Gaulle* en Méditerranée orientale et la mobilisation de l'armée française au nom des accords militaires qui lient la France aux monarchies du Golfe. « Nous devons être aux côtés de nos amis et alliés

de la région pour leur sécurité et leur intégrité territoriale », a-t-il déclaré le 3 mars, en assurant que les troupes françaises (plus de 5 000 soldats dans la région) auront un objectif strictement défensif, voire de désescalade.

Mais derrière les phrases sur la défense des pays amis, il y a en fait la réalité de la défense des intérêts de la bourgeoisie française dans cette région. Car

depuis des années, ses intérêts économiques vont bien au-delà de la question du pétrole et du gaz : ils concernent aujourd'hui de nombreux trusts du CAC 40 et mettent en jeu des masses importantes de capitaux. Alors s'il est question de « sécurité », il s'agit de celle des investissements, des parts de marché et des profits des capitalistes français dans cette région stratégique.



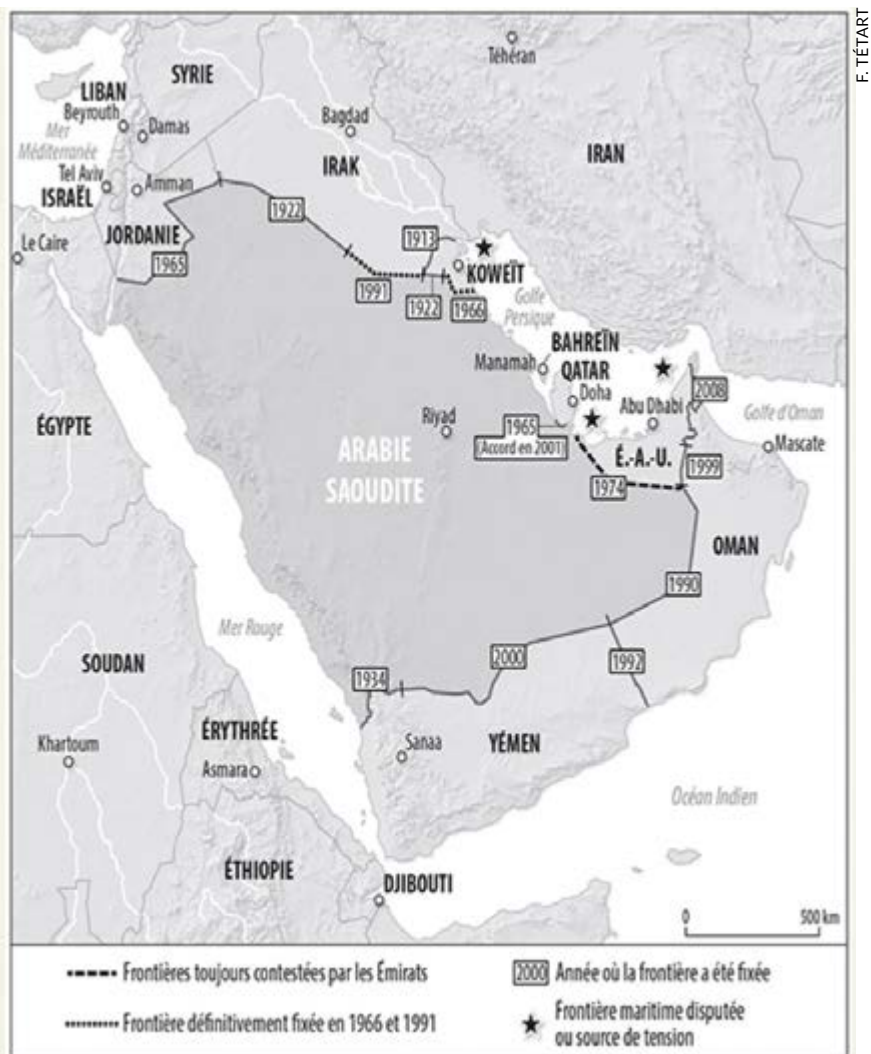
Les troupes françaises au Moyen-Orient, au 10 mars 2026.

### LE DÉCOUPAGE DE LA RÉGION, PRODUIT DE LA DOMINATION IMPÉRIALISTE

Il faut tout le cynisme d'un dirigeant impérialiste pour parler d'« intégrité territoriale » à propos d'une région, le Moyen-Orient, qui a été découpée et redécoupée par les grandes puissances tout au long du 20<sup>e</sup> siècle. Aujourd'hui, le littoral arabe du Golfe est morcelé entre sept États : l'Irak, le Koweït, l'Arabie saoudite, Bahreïn, le Qatar, les Émirats arabes unis (regroupant sept micro-États dont les plus connus sont Abu Dhabi et Dubaï), et enfin Oman. Ce morcellement étatique n'obéit pas à une particularité géographique, il est le résultat de la politique de l'ancienne puissance coloniale, la Grande-Bretagne, présente depuis le début du 19<sup>e</sup> siècle pour sécuriser la route commerciale vers l'Inde. Sous prétexte

de lutter contre la piraterie, elle a fait de cette zone une vaste chasse gardée, en s'appuyant sur des chefs de tribus (cheikh) et en prenant soin d'encourager leurs ambitions contradictoires. Le pouvoir britannique avait interdit à ces cheikhs de conclure la moindre entente entre eux ou avec une puissance tierce. Quand le cheikh de Bahreïn signe en 1860 un traité avec la Perse, la petite île fut assiégée par la flotte britannique, après quoi elle fut contrainte de signer avec la Grande-Bretagne un traité de « paix perpétuelle et d'amitié ». Voilà le genre d'amitié qui unit depuis presque deux siècles les puissances occidentales et les familles régnantes du Golfe : « notre commerce autant que votre sécurité »<sup>1</sup>, résume le gouverneur britannique des Indes Lord Curzon en 1903.

Au tournant du 20<sup>e</sup> siècle, la région du Golfe prend une importance décisive. Non seulement parce que le percement du canal de Suez en a fait un espace central pour le commerce mondial. Mais surtout parce que du pétrole y est découvert en 1908 à Abadan sur le littoral perse du Golfe, à quelques centaines de kilomètres du Koweït. Pendant la Première Guerre mondiale, en 1916, la France et la Grande-Bretagne concluent un accord secret, l'accord Sykes-Picot, pour se partager les immenses territoires contrôlés jusque-là par l'Empire ottoman. La France se réserve le contrôle de la Syrie et du Liban, tandis que le Royaume-Uni gardera l'Égypte et contrôlera la Palestine, l'Irak et tous les petits émirats du Golfe. Le 1<sup>er</sup> décembre 1918, quelques jours après la fin de la guerre, les Premiers ministres français et britannique se rencontrent à Londres : « Dites-moi ce que vous voulez », demanda Clemenceau. « Je veux Mossoul », dit Lloyd George. « Vous l'aurez », a dit Clemenceau. « Rien d'autre ? — Si, je veux aussi Jérusalem », a continué Lloyd George. « Vous l'aurez », a dit Clemenceau, « mais Pichon [le ministre français des Affaires étrangères] fera des difficultés pour Mossoul ».<sup>2</sup> Derrière ces



F. TÉTART

**Le morcellement étatique de la région (carte de Frank Tétart, *La péninsule arabique*, A. Colin, 2017).**

marchandages odieux, il y a la volonté commune de mettre la région en coupe réglée en traçant des frontières absurdes et en créant des États de toutes pièces. L'impérialisme français détache le Liban de la Syrie et cherche à découper celle-ci en quatre. L'impérialisme britannique sépare la Palestine de la Transjordanie, un pays en grande partie désertique, lui permettant de disposer d'un passage terrestre entre la Méditerranée et le Golfe. Il crée aussi l'Irak en plaçant à sa tête un roi originaire de La Mecque, à plus d'un millier de kilomètres, largement rejeté par la population qui se révolte à de nombreuses reprises. Il prend soin aussi de séparer le nouvel État irakien du petit territoire du Koweït. Ce découpage ne repose sur aucune tradition nationale

particulière mais il permet à l'impérialisme britannique de priver presque entièrement l'Irak d'un accès à la mer.

Pour tracer des frontières au milieu des sables du désert, la puissance coloniale ne s'embarasse pas de subtilités. En 1922, le haut-commissaire britannique en Irak, Percy Cox, convoque le nouvel émir d'Arabie saoudite, Ibn Saoud, pour décider des frontières entre son pays, l'Irak et le Koweït. Un témoin raconte : « Sir Percy prit un crayon et dessina sur la carte de l'Arabie, soigneusement, une ligne frontalière du golfe Persique au Jabal Anai-zan qui est proche de la frontière transjordanienne. Il donnait ainsi à l'Irak une zone assez large qui était précisément réclamée par [Ibn Saoud]. Puis, bien évidemment pour apaiser Ibn Saoud, il

1 Cité dans : Caroline Piquet, *Les pays du Golfe de la perle à l'économie de la connaissance*, Armand Colin, 2013.

2 Cité dans Henry Laurens, *Les crises d'Orient*, t. 2, Fayard, 2019.

privait le Koweït de près des deux tiers de son territoire pour les [lui] donner.»<sup>3</sup>

## DES FRONTIÈRES AUTOUR DES GISEMENTS PÉTROLIERS

À coups de crayons sur des cartes, les puissances européennes ont donc mené une politique consciente de découpage du Moyen-Orient. Celui-ci créait des pays mutilés à la naissance, dépendants, à l'économie non viable. Il s'employait méthodiquement à dresser les peuples les uns contre les autres, en jouant sur les différences religieuses et ethniques. Et puis il fonctionnait comme une assurance pour l'impérialisme : l'assurance que les rois et émirs installés par l'impérialisme, dénués de base sociale et de légitimité nationale, lui seraient entièrement dévoués parce qu'ils lui devraient leur situation privilégiée.

Comme le Koweït, le Qatar ou l'émirat d'Abou Dhabi ne doivent leur existence séparée en tant que micro-États qu'à la volonté de l'impérialisme britannique. La délimitation de leurs frontières s'opère dans les années 1930, au moment où les compagnies pétrolières mènent les premières prospections des sous-sols. Derrière les multiples différends qui naissent entre émirats rivaux à propos de ces frontières, il y a souvent la concurrence que se mènent les trusts pétroliers entre eux. Le trust américain Standard Oil of California (la future Aramco) obtient des concessions à Bahreïn et en Arabie saoudite. Les trusts britanniques prospectent au Koweït, au Qatar et à Oman, plus tard à Abou Dhabi. Parfois la concurrence donne lieu à un compromis frontalier : c'est ce qui explique l'existence jusqu'à aujourd'hui d'une zone neutre entre l'Arabie saoudite et le Koweït, de plus de 5 000 km<sup>2</sup>, dans laquelle l'exploitation des hydrocarbures est partagée entre les deux pays. Mais il y a aussi des conflits frontaliers ouverts :

par exemple le litige autour de l'oasis de Buraimi, revendiquée à la fois par l'Arabie saoudite, Oman et Abou Dhabi. Le conflit a commencé en 1949 après qu'une équipe de géologues de l'Aramco a suspecté un important gisement dans la zone. Le différend a dégénéré en 1955 en affrontement armé entre Saoudiens et Britanniques et ce n'est qu'en 1974 qu'un traité a été officiellement signé. Le principal ressort de ce litige frontalier était la rivalité entre la compagnie américaine Aramco et les compagnies britanniques Shell et BP.

Après la Deuxième Guerre mondiale, le Golfe et ses immenses réserves pétrolières prennent donc une importance accrue pour l'impérialisme. La puissance coloniale britannique, encore le gendarme officiel de la région, est de plus en plus supplantée par l'impérialisme américain, nouvelle superpuissance mondiale qui s'inquiète de l'épuisement futur de ses ressources. « *S'il devait y avoir une Troisième Guerre mondiale, il faudrait la faire avec le pétrole de quelqu'un d'autre* »<sup>4</sup>, met en garde un conseiller de Roosevelt en 1944. Les États-Unis font de l'Arabie saoudite puis de l'Iran leurs protégés militaires et leur chasse gardée.

Pendant encore deux décennies, les petits émirats du Golfe restent des protectorats

britanniques. En 1961, le Koweït devient formellement indépendant. Mais quand un dirigeant nationaliste irakien revendique dans la foulée le rattachement du Koweït à l'Irak, la démonstration de force des troupes britanniques rappelle à tous que la décolonisation ne peut signifier la remise en cause des frontières créées par l'impérialisme. Déjà à l'époque, il s'agissait pour le tout récent ex-colonisateur de veiller au respect de « l'intégrité territoriale » de ses créations étatiques. En 1971, Bahreïn, Oman, le Qatar ainsi que les Émirats arabes unis deviennent à leur tour indépendants. L'Iran du shah en profite pour prendre possession des petites îles qui contrôlent le détroit d'Ormuz, jusque-là propriété des émirats arabes. Mais à l'époque, l'impérialisme n'y trouve rien à redire, car il reconnaît le shah comme le nouveau gendarme de la région.

## L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS MET UN PIED DANS LA RÉGION

Les frontières de la colonisation sont donc devenues les frontières de l'indépendance. Le morcellement étatique permet aux États-Unis de s'appuyer sur différents régimes qui lui sont tous dévoués, et qui sont en même



Mitterrand reçoit l'émir du Qatar à l'Élysée en 1981.

<sup>3</sup> *ibid.*

<sup>4</sup> Harold Ickes, « We're running out of oil », *American Magazine*, janvier 1944.

temps en concurrence pour jouer le rôle de gardiens de l'ordre régional. Cela permet à l'impérialisme de manœuvrer entre les uns et les autres, de jouer sur leurs rivalités pour s'imposer plus fermement encore comme arbitre suprême. Quand les États-Unis perdent leur protégé lors de la chute du shah d'Iran en 1979, ils peuvent s'appuyer sur d'autres pions de leur échiquier : l'Arabie saoudite, l'Irak de Saddam Hussein et surtout Israël. Ils vont encourager l'Irak à se lancer dans une guerre contre le nouveau régime iranien avant de se retourner contre lui quand Saddam Hussein décidera de prendre le contrôle militaire du Koweït en 1990. L'impérialisme américain déclenche la première guerre du Golfe, secondé entre autres par des troupes britanniques, françaises et saoudiennes. Les soldats américains ne quitteront plus la région ; ils sont aujourd'hui entre 40 000 et 50 000, répartis sur différentes bases au Qatar, au Koweït, à Bahreïn et ailleurs.

La présence française dans le Golfe remonte quant à elle aux lendemains de la Première Guerre mondiale. Si la France laissait à la Grande-Bretagne le contrôle de la région de Mossoul, elle obtenait en échange le quart des gisements pétroliers de l'Irak. Ceux-ci furent attribués à la Compagnie française des pétroles (CFP, ancêtre de Total) qui en profita pour se développer dans la région, à l'ombre des trusts britanniques et américains plus puissants. Ainsi la CFP s'installe au Qatar en 1935 et à Abou Dhabi en 1939. Mais en dehors de cet accès à la manne pétrolière, l'impérialisme français dut attendre plusieurs décennies pour mettre un pied dans la région du Golfe, à partir des années 1970 et 1980. Le découpage de la région et la somme de rivalités et de conflits qui en résultait ouvraient des possibilités pour vendre des armes aux divers États. Après avoir été le premier fournisseur militaire d'Israël dans les années 1950, il devient le principal fournisseur occidental de l'Irak pendant sa guerre contre l'Iran entre 1980 et 1988.

En vendant des armes là où les autres puissances impérialistes rechignaient à le faire pour des raisons stratégiques, l'État français n'a pas seulement fait le bonheur de Dassault ou Thomson, aujourd'hui Thales, il a aussi cultivé une position diplomatique plus ou moins originale elle-même source de nouveaux contrats d'armements.

### DES VENTES D'ARMES ET DES CONTRATS INDUSTRIELS

Car si l'impérialisme dominant cherche à diversifier ses supplétifs dans le maintien de l'ordre régional, il arrive aussi que les supplétifs cherchent à diversifier leurs protecteurs. C'est ainsi que le très relatif non-alignement de la politique étrangère française sur celle des États-Unis a facilité la signature de contrats avec le Qatar et les Émirats arabes unis dès la fin des années 1970. Un ancien ambassadeur de France au Qatar explique : « *C'est Pompidou qui a ouvert les relations en disant au Qatar que nous avons une politique arabe et que, par conséquent, nous devons être présents dans cette zone anglo-saxonne. Après, c'est sous Giscard qu'on a eu les premiers contrats.* »<sup>5</sup> Cette implantation de longue date permet aujourd'hui à la France de réaliser près de la moitié de ses exportations d'armes vers le Moyen-Orient. La région du

Golfe compte trois des plus gros clients de l'industrie militaire française sur la dernière décennie : les Émirats arabes unis, le Qatar et l'Arabie saoudite. Pour permettre ces contrats profitables et sécuriser ceux à venir, la France a conclu dans les années 1990 des accords de défense avec le Koweït, le Qatar et les Émirats, des accords actualisés et renforcés depuis. Ils prévoient l'appui de l'armée française en cas d'agression extérieure de ces pays, dans une version moderne de la formule de Lord Curzon : « *notre commerce d'armes autant que votre sécurité* ». Il n'existe pas d'accord similaire avec le Liban, un pays agressé par Israël et dont les liens avec la France remontent pourtant à plus d'un siècle. Le fait qu'il soit un modeste client de l'industrie militaire française, et que les capitaux français y soient bien moins présents qu'avant, n'y est certainement pas pour rien. Alors contrairement à ce que dit Macron, ces accords de défense signés avec les monarchies du Golfe ne sont pas une question de solidarité avec les populations mais de solidarité avec les bénéficiaires de Dassault, Thales ou Nexter.

Mais les accords de défense ne sont pas tout, la vente d'engins de mort est une activité qui nécessite une intense sollicitation ministérielle. Le Drian, ministre de la Défense sous Hollande puis ministre des Affaires étrangères sous Macron, s'est ainsi rendu des dizaines de fois chez les émirats du



**Macron reçoit à l'Élysée Mohammed ben Zayed («MBZ»), le président des Émirats arabes unis pour son premier voyage à l'étranger en 2022.**

5 Cité dans : Christian Chesnot et Georges Malbrunot, *Qatar les secrets du coffre-fort*, Michel Lafon, 2013.



EPA / H. HANSCHKE

**Total est actionnaire de la plus grande usine de liquéfaction de gaz au monde, à Ras Laffan, sur la côte nord du Qatar.**

Golfe. Un responsable confie : « *Le Drian s'est un jour vanté devant des journalistes d'avoir consacré un tiers de ses déplacements – 256 voyages, 64 pays, 1,5 million de kilomètres – à l'armement... C'est vrai ! Et le résultat pour le Rafale a été à la hauteur de nos espérances. Évidemment, je sais bien que nous avons enrichi la famille Dassault. Mais ce sont des patriotes !* »<sup>6</sup> En 2021, les Émirats arabes unis achètent 80 Rafale pour 16 milliards d'euros, un contrat record pour Dassault qui a nécessité treize ans de négociations. Il bénéficie du fait que le Rafale a été jugé efficace au combat en zone désertique dans les sales guerres de la France en Libye (2011) et au Mali (2013).

Les accords et les contrats militaires ne sont pas seulement une aubaine pour les industriels de l'armement : ils permettent à l'ensemble des capitalistes français de se positionner sur les marchés du Golfe. Quand la France a ouvert en 2009 une base militaire à Abou Dhabi, la première en dehors de son ancien pré carré colonial, elle a signé en même temps un accord de coopération dans le nucléaire civil. Celui-ci devait se traduire

par la vente de deux réacteurs nucléaires aux Émirats arabes unis, de la part d'un consortium formé d'Areva, Total et Suez. Ceux-ci portaient favoris mais la loi des affaires est cruelle : leur projet fut jugé peu convaincant et le contrat de 20 milliards de dollars fut finalement remporté par un consortium coréen. Le groupe EDF décroche tout de même quelques années plus tard un contrat d'exploitation et de maintenance de ces centrales. En 2017, quand l'État français vendit douze Rafale au Qatar, il permit également à Airbus de vendre 50 avions civils pour la somme de cinq milliards d'euros, et à une coentreprise RATP-Keolis de décrocher le contrat d'exploitation du métro de la capitale Doha pour la somme de trois milliards d'euros.

### DES CAPITALS FRANÇAIS DANS LES ÉNERGIES ET LE TRANSPORT

La région du Golfe est donc devenue un marché important pour les capitalistes français. Même si les monarchies ont

cherché depuis deux décennies à diversifier leurs économies, la région reste particulièrement stratégique pour ses ressources pétrolières et gazières. Le trust Total réaliserait environ un tiers de sa production mondiale d'hydrocarbures dans la région. Au Qatar, il est même le premier partenaire étranger de la compagnie qatarienne qui exploite l'immense gisement gazier de North Dome. Il faut dire que l'ancêtre de Total, la CFP, a entretenu une relation privilégiée avec l'émir du Qatar depuis qu'elle a aidé au lancement de la compagnie énergétique nationale dans les années 1970, en lui apportant financements et expertise. Un ministre qatari de l'énergie, devenu un proche de l'ex-PDG de Margerie, résume : « *Entre Total et nous, c'est un mariage catholique sans divorce.* »<sup>7</sup> Un peu plus à l'ouest, à Jubail en Arabie saoudite, le groupe français est copropriétaire (avec Aramco) d'une raffinerie géante ouverte en 2013. Elle a nécessité 12 milliards de dollars d'investissement mais elle est l'une des plus rentables au monde, car le coût de production du baril est de 40 % inférieur à celui d'une

<sup>6</sup> Cité dans : Anne Poiret, *Mon pays vend des armes*, Les Arènes, 2019.

<sup>7</sup> *Le Monde*, « France-Qatar, une amitié pleine de ressource », 11 novembre 2022.



L'émir d'Abou Dhabi «MBZ» (au centre) et le PDG de CMA CGM Rodolphe Saadé (à droite) réunis en décembre 2024 pour l'inauguration du CMA Terminals Khalifa Port (ci-dessous).

raffinerie européenne moyenne.

Au-delà des hydrocarbures, la région est devenue une place importante dans le commerce mondial de marchandises. Le port de Jebel Ali à Dubaï fait partie des dix plus grands ports au monde pour le transport de conteneurs. À Abou Dhabi, à une centaine de kilomètres, le trust CMA CGM est propriétaire à 70 % du port de Khalifa, ouvert en 2024 dans le cadre d'une concession de 35 ans.

Il y a quelques mois, CMA CGM a investi 450 millions de dollars dans l'agrandissement du principal port saoudien à Djeddah, sur la mer Rouge. C'est précisément ce port que l'armateur utilise en ce moment pour continuer à livrer les pays du Golfe en contournant le détroit d'Ormuz. À plus long terme, l'importance stratégique du Golfe pour le transport mondial est amenée à s'accroître car elle s'inscrit au

cœur du projet de corridor économique entre l'Inde, le Moyen-Orient et l'Europe. Le projet lancé lors d'un sommet du G20 en 2023 est évalué à 500 milliards de dollars d'investissements et il veut concurrencer le projet chinois des « Nouvelles routes de la soie ». Le futur tracé du corridor n'a pas encore déterminé quel sera le port d'entrée des flux en Europe entre Le Pirée, Trieste ou Marseille. Le groupe CMA CGM et l'État français mènent évidemment campagne pour que le choix se porte sur ce dernier port, avec les conséquences profitables que l'on imagine.

### UN RAYONNEMENT INTERNATIONAL QUI FAIT LES AFFAIRES D'ACCOR ET DE VINCI

Les monarchies du Golfe sont donc devenues des destinations attractives pour les capitaux français. Les Émirats arabes unis comptent 600 filiales d'entreprises françaises qui emploient 30 000 salariés. La France y serait le quatrième investisseur étranger de capitaux. En 2024, les



exportations françaises vers ce pays s'élevaient à 6,5 milliards d'euros, quatre fois plus que celles vers Israël par exemple.

En retour, les familles régnantes du Golfe mettent à la disposition des capitalistes de toute la planète leur immense puissance financière. Les fonds souverains de ces États gèrent chacun plusieurs centaines de milliards de dollars et ils mettent parfois de l'huile dans les rouages financiers des groupes du CAC 40. Le fonds souverain qatari QIA a ainsi pris des participations minoritaires dans Total, Vinci, Veolia et Accor. Depuis quelques mois, un fonds souverain émirati, MGX, finance à hauteur de plusieurs milliards d'euros le projet de construction d'un campus géant dédié à l'intelligence artificielle en région parisienne, aux côtés de Bouygues, de la start-up française Mistral AI et du fabricant américain de puces Nvidia. Les fonds souverains du Golfe sont très loin de « racheter la France » comme le prétendent certains politiciens et journalistes, mais ils mettent quelques-uns de leurs milliards au service de la bourgeoisie française.

Pour mettre un peu d'agrément dans tous ces milliards, l'État français a développé un certain nombre de partenariats culturels avec les monarchies du Golfe. Il existe donc une université Sorbonne Abu Dhabi, une grande école HEC Qatar, et depuis 2017 un musée du Louvre Abu Dhabi qui attire des touristes du monde entier. La frontière entre la culture et les affaires n'étant jamais étanche, le pavillon français à l'exposition universelle de Dubaï, en 2021, permettait au visiteur de découvrir *L'Encyclopédie* de Diderot et de D'Alembert, de visiter Notre-Dame de Paris en réalité augmentée, avant d'éventuellement rejoindre un salon privé pour parler gros sous avec les entreprises présentes, parmi lesquelles Renault ou Engie. En Arabie saoudite, une agence française copilote le développement d'un complexe touristique centré sur le site archéologique

d'Al Ula, en partenariat avec le Centre Pompidou. Le président de cette agence n'est autre que l'ancien ministre Le Drian, et comme on s'en doute, ce n'est pas la passion de l'archéologie qui l'a mené jusqu'au poste. Le groupe Alstom a décroché le contrat de construction d'un futur tramway pour 500 millions d'euros, tandis que Thales a vendu au gouvernement saoudien un dispositif de sécurisation du site pour 40 millions d'euros. La coopération culturelle est donc surtout un tremplin pour la coopération des carnets de chèques.

Et la coopération dans le domaine sportif obéit aux mêmes règles : un peu de sport, beaucoup de sous. La candidature du Qatar pour l'organisation de la coupe du monde de football en 2022 a été chaudement appuyée par le président Sarkozy en 2010. Des journalistes ont révélé qu'il a organisé à l'époque un déjeuner secret avec l'émir du Qatar et le président de l'UEFA, Platini. Pendant ce déjeuner, ont été évoquées les contreparties financières du soutien de la France à la candidature qatarie : le rachat du PSG mais aussi l'achat de 24 Rafale.

Enfin, le rayonnement touristique mondial de Dubaï, avec 19 millions de visiteurs en 2024, fait les affaires du groupe Accor qui possède plus d'une cinquantaine d'hôtels dans la ville. En attirant les « influenceurs » et les nouveaux riches du monde entier (la seule ville de Dubaï héberge plus de 80 000 millionnaires), les centres commerciaux émiratis représentent un marché porteur pour les géants du luxe LVMH ou Kering. Et bien sûr les innombrables chantiers de stades, routes et autres gratte-ciels font les bonnes affaires du trust Vinci, solidement implanté au Qatar et aux Émirats arabes unis, où il a recours comme les autres à des pratiques esclavagistes ; semaines de 70 heures, confiscation des passeports des ouvriers, distribution parcimonieuse d'eau.

## L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS DÉFEND SA PLACE

Si la région du Golfe ne fait pas partie de la zone d'influence historique de l'impérialisme français comme les anciennes colonies d'Afrique, elle est tout de même le siège de dizaines de milliards de capitaux, de ressources et de parts de marché pour les capitalistes français. C'est pour la sécurité de ces richesses que l'armée française stationne en permanence dans la région à Djibouti et à Abu Dhabi et qu'elle renforce sa présence depuis ces derniers temps.

L'impérialisme n'a que faire de la sécurité des habitants de ces monarchies du Golfe. L'immense majorité d'entre eux sont des travailleurs étrangers pour qui la « sécurité » est un mot creux, même en temps de paix. Ils sont des dizaines de millions, originaires d'Inde, du Bangladesh, du Pakistan ou des Philippines à travailler sur les installations pétrolières, les chantiers du BTP, les ports de conteneurs ou les zones industrielles. Ils enchaînent des journées de travail de 10 à 15 heures par jour, sont entassés dans des baraquements sordides et plusieurs milliers retournent chaque année dans leur pays d'origine dans un cercueil. Ils ne sont pas tués par des drones iraniens mais ils meurent d'épuisement, assassinés par l'exploitation capitaliste. C'est l'existence de ce prolétariat immigré qui est à la source des innombrables richesses de la région.

La propagande expliquant que l'armée française mène dans le Golfe une guerre défensive en solidarité avec des pays amis est mensongère. Non, l'impérialisme français mène une guerre capitaliste, une guerre pour garantir les marchés et les bénéfices des Dassault, Total, CMA CGM... une guerre pour que la bourgeoisie française garde une place avantageuse, celle d'une puissance impérialiste qui, pour être de second rang, est tout aussi assoiffée de profits et de pillages que les autres.

25 mars 2026



## Élections municipales : une droite à l'offensive et une gauche éclatée

**Au soir du second tour des élections municipales, le 22 mars, les représentants des principaux partis politiques criaient victoire, de La France insoumise (LFI) jusqu'au Rassemblement national (RN), chacun mettant en avant ses succès et s'efforçant d'occulter ses échecs. Les médias ont parlé surtout des grandes villes, qui sont des enjeux importants pour tous les partis bourgeois. Mais les scrutins dans ces villes sont aussi un trompe-l'œil, car elles ne regroupent qu'environ 17 % des électeurs.**

Dans plus de 33 000 communes, les nouveaux conseils municipaux ont été élus dès le premier tour, soit parce qu'il n'y avait qu'une liste, soit parce que l'une des listes en lice avait obtenu plus de 50 %. Le second tour a concerné un peu plus de 1 500 communes, dont les grandes villes.

Il n'est pas facile de tirer des conclusions générales de ces élections étant donné la diversité des situations. Cependant, les tendances de fond qu'on observe depuis plusieurs années se confirment : la droitisation de la vie politique se poursuit, elle provoque ou renforce des

fractures y compris au sein de la gauche, et l'abstention est toujours plus forte, en particulier au sein des classes populaires. À près de 43 % aux deux tours, celle-ci a atteint un record historique si l'on excepte le cas de 2020 où les élections s'étaient tenues dans le cadre de l'épidémie de Covid.

Pendant la campagne, de nombreux candidats de tous bords ont gommé une étiquette politique qui aurait pu leur nuire, se disant préoccupés uniquement par leur ville et ses habitants, comme en témoignaient leurs slogans apolitiques sur le matériel électoral. Mais bien des

programmes étaient pleins de discours pro-patronaux, de propositions réactionnaires, de préjugés contre les pauvres, de promesses mensongères.

Globalement, Les Républicains (LR) et le Parti socialiste (PS), à la tête de nombreuses villes depuis des décennies, ont réussi à maintenir leur ancrage local au premier tour. Leurs candidats sont arrivés en tête avec respectivement environ 20 % des voix et 19 % sur l'ensemble des communes, alors que ces mêmes partis ont largement reculé dans les scrutins nationaux.

### L'IMPLANTATION DES NOTABLES ET ÉLUS DE DROITE NE SE DÉMENT PAS

Au bout du compte, la droite conserve la mairie de nombreuses villes de plus de 10 000 habitants et elle en gagne de nouvelles, dont Clermont-Ferrand, qui était à gauche depuis plus d'un siècle ; Cherbourg, dirigée par le PS depuis 50 ans ; Brest, socialiste pendant 37 ans ; Tulle, où François Hollande avait été élu en 2001 ; Besançon, socialiste puis écologiste depuis 50 ans. Même dans les départements de l'ouest par exemple, qui ont voté plutôt à gauche aux dernières élections nationales, beaucoup de villes moyennes

QUEST FRANCE



À Sablé-sur-Sarthe, le maire élu (n°1, ex-UMP) comme le maire sortant (n°3, responsable du parti Horizons) menaient des listes sans étiquette.



Julien Bony, nouveau maire de droite de Clermont-Ferrand, ville à gauche depuis plus d'un siècle.

ont été gagnées ou regagnées par la droite et le centre droit, comme Saint-Brieuc, Fougères, Pontivy, etc.

Les commentateurs ont pourtant insisté sur les défaites des listes de droite dans les grandes métropoles. Rachida Dati ne l'a pas emporté à Paris, ni Jean-Michel Aulas, soutenu par Sarkozy et Wauquiez, à Lyon. À Marseille la candidate LR est arrivée loin derrière ceux du PS et du RN. LR perd Nîmes, une ville de 150 000 habitants, au profit d'une liste d'union de gauche dirigée par un candidat du PCF. Et si l'ex-LR et maire de Nice, Christian Estrosi, était passé entretemps au parti d'Édouard Philippe, Horizons, la cinquième ville de France a glissé de la droite à l'extrême droite avec la victoire d'Éric Ciotti, allié au RN.

Mais, malgré ces échecs remarquables de personnalités qui ont souvent une carrière politique et/ou entrepreneuriale nationale, l'implantation locale des notables de droite issus du personnel traditionnel de la bourgeoisie, parfois depuis des décennies, en bonne entente avec le patronat local, s'est donc maintenue.

La plupart des listes de droite ont refusé la main tendue par le RN pour réaliser une « union des droites ». Ce n'est pas que les idées du RN les dérangent, beaucoup les reprennent déjà largement à leur compte. Mais aux municipales beaucoup avaient la possibilité de conserver ou de gagner une mairie par leurs propres moyens : la place étant bonne, pourquoi la partager ?

Cela ne préjuge absolument pas de futures alliances des LR et autres politiciens de droite avec l'extrême droite dans les prochains scrutins nationaux, s'ils jugent au contraire que c'est plus avantageux pour eux. Il n'a jamais existé de barrière étanche entre la droite et l'extrême droite et, avec les succès électoraux du RN, les digues ont déjà commencé à sauter. Un Ciotti a franchi le pas, et les cas de Darmanin et de Retailleau, se servant de leur poste de ministre de l'Intérieur pour essayer de capter l'électorat du RN, à la manière dont Sarkozy l'avait déjà fait en son temps, l'ont bien montré aussi.

### EXTRÊME DROITE : UNE PROGRESSION INABOUTIE, MAIS CERTAINE

L'extrême droite a fait de bons scores au premier tour dans les 425 communes où elle se présentait, souvent plus de 20 %, en

comptant les candidats du RN, du parti de Zemmour, Reconquête, et de l'UDR, le parti de Ciotti, allié au RN depuis 2024. Elle s'est présentée dans 38 des 42 villes de plus de 100 000 habitants, où son score moyen a progressé de trois points par rapport aux élections de 2014, atteignant 15 %.

Évidemment, à l'échelle du pays, ces scores restent inférieurs à ceux des scrutins nationaux. Et comme le répètent à l'envi certains commentateurs dont on a l'impression qu'ils essaient de se rassurer eux-mêmes, l'extrême droite peine à conquérir de grandes villes. À l'exception de Nice, où Ciotti a emporté la mairie haut la main, le RN n'a pas réussi à prendre celles où il était en bonne position au premier tour. Mais il y a tout de même recueilli des suffrages importants : 37 % à Nîmes au second tour, 40 % à Marseille et 47 % à Toulon.

Le RN avait conquis 14 communes de plus de 9 000 habitants



Post d'un partisan du jeune nouveau maire RN à La Flèche.



Au soir du 1<sup>er</sup> tour, le nouveau maire LFI de Saint-Denis, Bally Bagayoko, accusé en direct par le journaliste de Valeurs Actuelles Geoffroy Lejeune d'avoir été élu avec l'aide de dealers.

en 2020, dont Perpignan et ses 120 000 habitants, il n'en a perdu aucune et en compte désormais le double. Il gagne logiquement des mairies dans les régions où ses scores nationaux ont été les plus hauts : à Liévin (Pas-de-Calais), Saint-Avold (Moselle), Agde (Hérault), Menton (Alpes-Maritimes), Tarascon (Bouches-du-Rhône), Castres (Tarn), Carcassonne (Aude)...

À Montauban (Tarn, 63 000 habitants), où la liste RN n'avait recueilli que 9 % des voix en 2020, une liste d'union de l'UDR et du RN a emporté la mairie avec 37 % des voix. Dans certaines villes, comme Saint-Étienne, le RN arrive désormais deuxième face à la gauche, devançant les candidats de droite. Enfin il a conquis pour la première fois deux villes dans des régions de moindre implantation, à Montargis (Loiret) et à La Flèche (Sarthe).

Cependant, ce n'est pas seulement ni principalement au nombre de maires RN que l'on peut mesurer le poids croissant des idées d'extrême droite, mais au discours de beaucoup d'autres candidats qui les reprennent désormais à leur compte, ainsi qu'à l'aune des débats à la radio et la télévision que des journalistes et prétendus experts orientent, eux aussi, sur les thèmes favoris de l'extrême droite. Beaucoup de candidats ont surenché sur la sécurité, promettant plus de caméras de surveillance, plus de policiers municipaux, armés, déversant au passage toutes sortes de préjugés contre les pauvres et les immigrés.

Au soir du premier tour, le nouveau maire LFI de Saint-Denis en banlieue parisienne, Bally Bagayoko, né d'une famille d'origine malienne, s'est entendu demander sur le plateau de BFM par un journaliste, affirmant qu'il avait été élu avec l'appui des dealers, ce qu'il allait leur devoir en retour. Premier maire noir dans une grande ville, il a aussi été la cible de réactions racistes décomplexées sur les réseaux sociaux.

Le RN n'en est même plus à la « dédiablement » comme on disait dans le passé, ses idées semblent plutôt en voie de devenir la norme. Certaines d'entre elles sont d'ailleurs encouragées

par l'ensemble du personnel politique, jusqu'à la gauche et même à LFI : tous réclament plus de protectionnisme, tous rivalisent de discours glorifiant la patrie, tous veulent une France compétitive et « qui se fasse craindre » militairement comme dit Macron.

## À GAUCHE, DES RÉSULTATS QUI FONT ILLUSION

À gauche, le grand gagnant, en termes de mairies et notamment des grandes métropoles, semble être le PS. Il conserve Paris, Marseille, Rennes, Montpellier, Lille et Nantes. Il gagne aussi Amiens et Saint-Étienne, même si la droite lui ravit quelques villes comme on l'a vu. Et contrairement aux listes de droite, le PS a perdu des villes de taille moyenne au profit soit du RN, soit du parti d'Édouard Philippe Horizons, soit – plus rarement – au profit de LFI. Enfin, la plupart du temps, il n'existe même plus en tant que PS dans les petites villes.

Bien que les commentateurs en aient très peu parlé, le PCF reste le troisième parti en nombre d'élus locaux derrière LR et le PS, et il compte toujours plus de 600 maires. Il dirige encore quelques grandes villes de banlieue, notamment en région parisienne. Et si le candidat du PC au Havre, à la tête d'une liste d'union de la gauche, n'a pas réussi à battre Édouard Philippe, en revanche, celui de Nîmes est arrivé en tête devant le candidat RN au second tour. Le PC a évidemment reculé au cours des décennies, mais il garde de beaux restes si on compare son implantation municipale à ses scores nationaux. Il le doit à son passé et surtout à ses militants, qui ont gagné un crédit important dans les villes populaires, jusqu'à ce que la politique de leur parti au niveau national finisse par les démoraliser en même temps que ses électeurs. Aujourd'hui, le PC survit essentiellement à travers ses élus et son implantation dans les institutions. N'ayant plus rien de révolutionnaire depuis longtemps, sa politique consiste à prôner sans cesse une nouvelle union de la gauche. Et dans ces élections, pour conserver ses positions, il

**VOTER CREIL L'INSOUMISE, C'EST FAIRE LE CHOIX DU VRAI CHANGEMENT**

Le changement se mesure aux engagements. Comparons-les :

	PS	LFI
Crèche progressivement gratuite pour les familles creilloises.	✓	✗
Bus progressivement gratuits pour faciliter les déplacements quotidiens.	✓	✗
Premiers m <sup>2</sup> d'eau gratuits avec suppression de la part fixe et gestion publique.	✓	✗
Une ATSEM supplémentaire par école maternelle pour mieux accompagner nos enfants.	✓	✗
Contrats Première Expérience : de vrais emplois municipaux qualifiants pour les jeunes.	✓	✗
Création d'un grand complexe omnisports au vélodrome.	✓	✗
Attribution des logements par un système de points transparent, avec critères publics et rang consultable.	✓	✗
Brigade municipale du logement digne pour contrôler, sanctionner les marchands de sommeil et exiger des comptes aux bailleurs déloyaux.	✓	✗
Référendum d'initiative citoyenne local et budget participatif réellement décisionnaire.	✓	✗

### Tract du candidat LFI contre le PS à qui il a pris la mairie de Creil (Oise).

s'est montré prêt à toutes les alliances, ici avec le PS et les écologistes, là avec LFI, selon les situations locales.

Les écologistes, eux, n'ont pas eu de bons résultats. Leur parti a en effet perdu plusieurs grandes villes : Bordeaux, Poitiers, Strasbourg et Besançon. Ils ont conservé de justesse la mairie de Lyon mais ont perdu la métropole lyonnaise.

Quant à LFI, son coordinateur Manuel Bompard a déclaré le 22 mars : « La percée des listes de LFI se confirme, s'amplifie et se renforce. » LFI, qui se présentait pour la première fois en mettant en avant son étiquette politique, a en effet emporté les mairies de quelques grandes villes comme Saint-Denis et Roubaix (plus de 100 000 habitants chacune) et des villes moyennes comme Creil, Vénissieux, Vaulx-en-Velin... En tout une quarantaine de villes où LFI menait une liste, ou y jouait un rôle important, ont été gagnées. Pourtant, loin des discours triomphalistes de Mélenchon et de ses amis, il faut relativiser ces résultats. LFI ne se présentait que dans 247 communes, les villes les plus grandes, où elle a obtenu une moyenne de 12,4 % des voix seulement au premier tour, seules ses listes de Toulouse, Limoges et Lille ayant fait plus de 20 %. À Paris, Lyon et Marseille par exemple, les listes d'union de la gauche PS-PC-écologistes ont obtenu plus du double des listes de LFI.

Globalement donc, malgré

quelques victoires « spectaculaires » mises en avant par les partis de gauche au soir des élections, ce sont bien la droite et l'extrême droite qui renforcent leur influence dans l'électorat du pays. À noter par exemple que LFI n'a pas gagné les villes de Saint-Denis ni de Creil aux dépens de la droite, mais du PS, quand la Courneuve et Vénisieux ont été prises au PCF.

## ALLIANCE À GAUCHE OU ÉCLATEMENT ?

D'ailleurs tous les résultats n'étaient pas encore connus que les règlements de compte ont commencé à gauche. Car quand il y a eu défaite dans telle ou telle ville, LFI en a accusé les candidats du PS qui avaient refusé sa « main tendue » entre les deux tours et le PS en a accusé LFI qui, selon les mots du premier secrétaire du PS Olivier Faure, est devenue « *le boulet de la gauche* ». Raphaël Glucksmann, très présent dans les médias bien que son parti Place publique n'ait gagné aucune mairie, a accusé Faure de manquer de principes vis-à-vis de LFI, et au sein même du PS, Hollande et d'autres en ont fait autant.

Il fut un temps où les politiciens appelaient à constituer un front des partis dits républicains contre le RN, maintenant ces mêmes politiciens et Jordan Bardella lui-même en tant que dirigeant du RN en appellent à constituer un « front républicain » pour

faire barrage... à LFI, classée à l'extrême gauche par le ministère de l'Intérieur. Après la mort du militant d'extrême droite Quentin Deranque, LFI a été accusée par presque tous les autres partis d'inciter à la violence. Ce n'était que le prolongement d'une campagne visant à marginaliser le parti de Mélenchon, selon laquelle ce parti serait antisémite et, par extension d'ailleurs, tous ceux qui se sont opposés clairement au massacre des Palestiniens. La cabale s'est poursuivie pendant les municipales, mais n'a pas complètement porté ses fruits à en croire les résultats du premier tour qui ont permis à LFI de se maintenir au second, notamment à Paris, Lyon, Marseille, Toulouse, Nantes, Strasbourg.

Cette campagne a aussi fini par mettre en difficulté les responsables politiques du PS et des écologistes, qui s'y sont joints à la fois dans le cadre de leur concurrence électorale avec LFI et par désir de se conformer à l'opinion bourgeoise réactionnaire. Dans de nombreuses villes, aux municipales, leur volonté de marquer leur distance avec LFI est entrée en contradiction avec la nécessité de bénéficier de ses voix pour assurer leur élection. C'est donc non seulement toute la gauche qui s'est divisée, mais le PS lui-même au moment de choisir l'attitude à adopter. Au soir du premier tour, Olivier Faure a choisi d'annoncer qu'il n'y aurait pas d'accord national avec LFI, laissant les listes menées par le PS décider de fusionner ou non au cas par cas avec des listes LFI entre les deux tours, ces alliances étant hypocritement baptisées « accords techniques ».

Les résultats ont été divers. Dans certaines villes, comme Nantes ou Lyon, cette unité retrouvée de la gauche a permis de sauver des mairies face à la droite. À Toulouse et à Limoges au contraire, où l'union s'est faite derrière des candidats LFI, les listes ont été battues. À Bordeaux, le maire écologiste a refusé l'alliance avec LFI et a perdu la mairie. Mais à Besançon, le maire écologiste a fusionné avec LFI et a été battu quand-même. Dans un cas, les pro-LFI ont accusé le maire de Bordeaux d'irresponsabilité, dans l'autre

les anti-LFI ont accusé le maire de Besançon d'avoir repoussé les électeurs modérés vers la droite en ayant manqué de clarté face au supposé antisémitisme et à la prétendue violence de LFI.

Enfin, dans plusieurs cas, comme Paris, Lille, Rennes et Montpellier, où les candidats de gauche ont refusé de s'allier à LFI, celle-ci s'est maintenue. Cela n'a pas empêché le PS de gagner, ce que soulignent les pourfendeurs des Insoumis.

## À L'APPROCHE DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

À droite comme à gauche, la perspective qui se profile est celle de la présidentielle et nombre de candidats potentiels sont déjà sur les rangs. Mélenchon l'a dit clairement : « *À nos yeux, le résultat des deux tours de ces municipales ouvre directement le cycle de l'élection présidentielle de 2027.* »

LFI ne se distingue pas fondamentalement des autres partis bourgeois de ce point de vue. Elle apparaît aujourd'hui comme plus radicale, plus à gauche que les autres, qui ont tellement évolué vers la droite que ce n'est pas difficile. Elle s'est montrée capable de ne pas céder à l'injonction de soutenir la politique d'Israël à Gaza et de tenir tête aux calomnies. Mais tout en espérant récupérer les voix des électeurs de gauche désabusés, elle n'a que la vieille politique de l'union de la gauche à leur resservir, aspirant seulement à être le pôle autour duquel cette future union se constituera.

Au soir du premier tour, Emmanuel Bompard, « coordinateur » de LFI, a appelé les autres listes à constituer ensemble, face à la droite et l'extrême droite, un « front antifasciste ». Le terme va sans doute servir désormais à justifier ce qui ne serait qu'une réédition de la vieille Union de la gauche, visant à lui laisser une chance de revenir au pouvoir.

Certains commentateurs de l'abstention record ont parlé pudiquement de « fatigue démocratique » mais il faudrait plutôt parler de profonde défiance. L'une des causes de l'abstention



La gauche, réunie aux législatives de 2024 du temps du NFP.

aurait été le fait que dans beaucoup de petites communes il n'y avait qu'une seule liste. Une autre serait la suppression dans ces mêmes petites communes, cette année, du « panachage », c'est-à-dire de la possibilité de rayer et d'ajouter des noms aux listes présentées. Mais surtout l'abstention plus forte dans les quartiers populaires montre que la défiance vis-à-vis du système politique suscite un rejet largement partagé parmi les travailleurs. Selon une enquête, la déception, le dégoût et la colère à l'égard de la politique atteindraient même

81 %, soit 16 points de plus qu'en 2014<sup>1</sup>.

Le monde politique concentre contre lui cette colère dont les capitalistes qu'il sert sont les premiers responsables. C'est mérité, car ses représentants aspirent tous à gérer l'État sans changer la société, et agissent tous en ennemis des travailleurs une fois au pouvoir. Mais l'abstention reflète aussi d'abord le désintérêt et l'absence de conscience du rôle que les travailleurs pourraient jouer dans la période actuelle.

C'est dans ces conditions que se prépare désormais l'élection

présidentielle de 2027, dans laquelle les partis traditionnels cherchent à ressusciter quelques illusions, y compris à gauche où ils devront essayer de redonner une illusion d'unité, pourtant bien mise à mal lors de ces élections municipales. L'évolution réactionnaire et la montée des tensions guerrières requièrent bien autre chose : une véritable alternative à la société capitaliste, qui ne peut venir que d'une mobilisation consciente de la classe ouvrière.

*25 mars 2026*

1 <https://www.ipsos.com/fr-fr/municipales-2026-entre-abstention-record-au-1er-tour-et-recomposition-politique>



## Les résultats de Lutte ouvrière et de l'extrême gauche aux élections municipales

**Lutte ouvrière présentait en tout 280 listes aux élections du 15 mars. Cela inclut 266 listes municipales dans 243 communes différentes, treize arrondissements parisiens, trois secteurs marseillais et sept arrondissements lyonnais. Nous avons aussi des listes dans les quatorze circonscriptions de la Métropole de Lyon. Nos listes étaient notamment présentes dans 38 des 42 communes de plus de 100 000 habitants que compte le pays, mais aussi dans plusieurs dizaines de villes moyennes, et elles s'adressaient à 10 millions d'électeurs, soit environ 21 % de l'électorat. Pour la première fois, nous présentions une liste à Hérouville-Saint-Clair (Calvados), Périgueux (Dordogne), Douai (Nord), Goussainville (Val-d'Oise), Bar-le-Duc (Meuse), Lorient (Morbihan), Méru (Oise), Lormont (Gironde), Villefranche-sur-Saône (Rhône) ou encore Kourou (Guyane). L'organisation trotskyste Combat ouvrier (UCI) présentait six listes – une en Martinique et cinq en Guadeloupe – contre trois en 2020. Elles obtiennent au total 1 574 voix (2,47 %).**

Nos listes rassemblaient quelque 11 000 candidats, des travailleurs pour la quasi-totalité d'entre eux : ouvriers, employés, manutentionnaires, auxiliaires de vie, personnels soignants des hôpitaux, agents de sécurité, etc. Si un certain nombre de ces candidats font partie du milieu de travail, familial ou du voisinage des militants de Lutte ouvrière, nombre d'autres ont été rencontrés au fil des opérations de porte-à-porte organisées pendant plusieurs mois dans les quartiers populaires.

Certes, nos résultats, dont on trouve le détail sur notre site et dans notre hebdomadaire, sont très minoritaires, à l'image de ceux recueillis lors des élections législatives ou présidentielle. Lutte ouvrière recueille au total 79 440 voix, soit 1,29 % des suffrages exprimés. En 2020, lors des précédentes élections municipales, elles avaient recueilli 44 762 voix, soit 1,46 %, alors que l'abstention avait été très élevée. Ces scores sont certes modestes, mais ici et là ils dépassent 5 %, voire 10 % des voix, comme à Audincourt (16,02 %) et Hérimoncourt (17,61 %) dans le

Doubs, Fourmies (13,25 %) dans le Nord, Clermont (21,48 %) et Margny-lès-Compiègne (17,81 %) dans l'Oise, et Le Grand-Lucé (10,07 %) dans la Sarthe. Les bons scores obtenus ici et là sont souvent liés à des circonstances locales, la liste Lutte ouvrière s'avérant par exemple la seule liste d'opposition. En tout cas, tous ces chiffres reflètent notre présence, et il est notable que dans les différentes communes, nous obtenons souvent nos meilleurs résultats dans les bureaux de vote des quartiers populaires. Nous avons désormais 24 conseillers municipaux, au lieu de 16 en 2020.

Ces petits chiffres montrent que, dans un contexte marqué par la montée des idées réactionnaires, un courant communiste et révolutionnaire peut être présent, à la force du poignet, dans les principales agglomérations et dans de nombreuses villes moyennes. Même très minoritaires, les militants de Lutte ouvrière sont présents pour dénoncer la marche à la guerre, la mainmise capitaliste sur la société, le recul de la condition ouvrière, les divisions entretenues

entre travailleurs français et étrangers. Et il se trouve des dizaines de milliers de travailleurs prêts à voter pour des listes défendant ces idées, autrement dit à voter pour leur camp.

### LA PRÉSENCE DE L'EXTRÊME GAUCHE

Le Parti des travailleurs a « présenté ou soutenu » 63 listes. Leurs professions de foi et leurs slogans étaient différents, mais mettaient le plus souvent en avant la défense des services publics et le refus des sacrifices pour la guerre. Ces listes ont obtenu en général entre 0,5 et 1 % des voix.

Le NPA-L'Anticapitaliste (NPA-A) ne présentait pas de liste indépendante du reste de la gauche, sauf à Bordeaux, où Philippe Poutou, élu conseiller municipal en 2020, conduisait la liste « Rouge Bordeaux anticapitaliste » et a obtenu 5 % des voix. Le NPA-A revendique de s'être engagé « dans la campagne d'une quarantaine de listes, auxquelles [ses comités] participent directement ou qu'ils soutiennent

activement ». Dans la continuité de la politique qui l'a conduite à rejoindre le Nouveau Front populaire lors des élections législatives de 2024, cette organisation a donc participé à des combinaisons différentes d'alliances entre partis de la gauche, souvent avec LFI, le PCF ou les écologistes, et même sur la liste conduite par le PS et rassemblant toute la gauche à Pau, face au candidat centriste, maire sortant et ancien Premier ministre François Bayrou.

L'autre organisation issue de la scission du NPA de 2022, le NPA-Révolutionnaires (NPA-R), a présenté 29 listes, surtout dans des grandes villes, qui ont

obtenu 18 445 voix. S'opposant à la marche à la guerre et au système capitaliste, adoptant une ligne bien plus claire vis-à-vis de la gauche réformatrice que le NPA-A, le NPA-R a apparemment retrouvé une partie des électeurs du NPA qui s'étaient éparpillés ou ne s'étaient pas mobilisés en 2024.

Révolution permanente, elle aussi issue d'une scission du NPA en 2021, a présenté huit listes et en a soutenu une neuvième à Saint-Avold (Moselle). À Saint-Denis, Marseille 4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> arrondissements et Saint-Avold, ces listes ont obtenu 6 à 7 % des voix ; ailleurs, leurs résultats vont de

0,8 % à 2,9 %. Elles ont mené une campagne axée sur des thèmes locaux, proches de ceux mis en avant par LFI, avec des slogans tels que « *construire une gauche qui lutte* », « *une gauche de combat* », cherchant donc les voix sur le terrain de la gauche tout en critiquant le manque de détermination de ses dirigeants.

Précisons que, comme lors des élections législatives de 2024, le NPA-Révolutionnaires et Révolution permanente ont appelé à voter pour les listes de Lutte ouvrière partout où leurs propres listes n'étaient pas présentes.

20 mars 2026

LDC

**Travailleuses,  
travailleurs,  
Précaires ou  
embauchés,  
Français ou immigrés,  
avec ou sans papiers**

**Contre  
nos exploités,  
ne nous laissons pas  
diviser !**

LDC

**Ukraine, Moyen-Orient,  
Afrique, Groenland...**

**Le capitalisme  
c'est la guerre**

**Pour avoir  
la paix, il faut  
le renverser !**



**Ouvriers,  
employés,  
soignants,  
éboueurs...**

**Les travailleurs  
font tourner  
la société,  
à eux de  
la diriger !**



LDC



## La France insoumise ostracisée, l'extrême droite réhabilitée

**La France insoumise, aujourd'hui dénoncée par une grande partie du monde politique comme un dangereux parti «d'extrême gauche», est pourtant loin d'être un mouvement révolutionnaire et elle n'a jamais prétendu l'être. Son principal dirigeant, Jean-Luc Mélenchon, est un ancien sénateur socialiste qui ne cesse de répéter son admiration pour François Mitterrand et Lionel Jospin, affirme qu'il n'est pas un adversaire de l'économie de marché et se distingue par un patriotisme parfois encore plus affirmé que celui des autres partis de gauche.**

Récemment, Jean-Luc Mélenchon s'est rangé, comme les autres, derrière Macron en matière de politique militaire, déclarant son « amour » pour les avions Rafale, déplorant que le budget militaire pourtant en hausse ne soit pas à la hauteur des enjeux en matière de « *défense des intérêts nationaux* », disant que « *la France doit honorer ses engagements* » dans le golfe Persique. Dans une vidéo datée du 18 mars, il s'est même réclamé du général de Gaulle, en vantant son... « *insoumission* » !

Pourtant, ce parti réformiste est devenu, depuis plusieurs années, la cible d'une campagne permanente. Cette campagne orchestrée, à l'origine, par la droite et l'extrême droite, a pris de l'ampleur après le massacre perpétré par le Hamas le 7 octobre 2023. La condamnation par LFI de la guerre menée par Israël à Gaza, son refus de plier le genou devant les injonctions à assimiler le Hamas à un mouvement terroriste et de soutenir le gouvernement israélien d'extrême droite, lui ont valu d'être qualifiée, à d'innombrables reprises, de parti « *antisémite* » – « *passionnément antisémite* » même, selon le philosophe de salon Raphaël Enthoven. Cette accusation est devenue tellement courante dans le monde politique qu'un député RN, Julien Odoul, a

tranquillement pu affirmer sur le plateau de BFM, le 17 mars, que les candidats LFI aux municipales avaient inscrit dans leur programme électoral « *le boycott des commerces juifs* » !

Des « *livres-choc* » sur le fonctionnement interne de LFI et des accusations de collusion avec les Frères musulmans, puis surtout la mort du militant d'extrême droite Quentin Deranque, à Lyon, le 14 février, ont servi de prétexte à intensifier la campagne d'attaques contre le mouvement de Jean-Luc Mélenchon, dans le contexte de la préparation des élections municipales. Cette

campagne réactionnaire a été orchestrée par l'extrême droite et les macronistes, mais tous les partis, de la droite au Parti socialiste et au Parti communiste, y ont participé. Ainsi, il ne manquait plus que cet épisode de Lyon pour rajouter la « *violence politique* » à la liste des accusations et ainsi prétendre que LFI était devenue un « *danger pour la République* ».

Aulendemain de la mort de Deranque, médias et politiciens de tous bords l'ont présenté comme un brave jeune homme, bon catholique, fils aimant, studieux à l'école, consacrant ses loisirs



Les députés LFI lors de la minute de silence en hommage à Quentin Deranque, à l'Assemblée nationale, le 17 février 2026.

CAPTURE D'ÉCRAN BEMLY



La manifestation de l'extrême droite à Lyon, le 21 février 2026, pour rendre hommage à Quentin Deranque.

aux œuvres sociales et au sport, sauvagement attaqué par une meute gauchiste. Le président de la région Auvergne-Rhône-Alpes, Laurent Wauquiez, a affiché son portrait géant au fronton de l'hôtel de région, tandis que Jean-Michel Aulas, candidat de droite à la mairie de Lyon, réclamait que celle-ci en fasse autant. À la demande du député d'extrême droite Éric Ciotti, la présidente de l'Assemblée nationale a fait se lever les députés pour une minute de silence à la mémoire de Deranque – ce que les parlementaires, LFI comprise, ont fait.

Quelques semaines plus tard, la publication par Mediapart d'un échantillon des publications du militant d'extrême droite sur les réseaux sociaux, du style « *je soutiens Adolf* », confirmait le vrai visage du personnage. Les chaînes d'information continue avaient néanmoins retransmis la manifestation d'hommage à Deranque le 21 février, où la mouvance fasciste de France et d'Europe s'était donné rendez-vous à Lyon – avec la bénédiction du ministre de l'Intérieur – chants religieux en latin, slogans racistes et saluts nazis en prime.

## UNE CAMPAGNE RÉACTIONNAIRE

Cette affaire a été en réalité une nouvelle étape dans le blanchiment du Rassemblement national qui est en cours depuis

plusieurs années – consistant à rompre avec la relative ostracisation dont ce parti faisait l'objet depuis des décennies. Cette opération est orchestrée par la droite et les macronistes mais tous les partis, y compris à gauche, ont joué dans la partition.

La droite et le camp macroniste cherchent en effet une solution pour résoudre la crise politique qui connaît son apogée depuis la dissolution surprise de 2024. Cette crise, qui s'illustre dans une Assemblée nationale sans majorité, paralyse en partie le gouvernement, qui non seulement a du mal à faire adopter le moindre projet de loi – y compris le budget – mais se voit même parfois contraint de faire voter ses députés contre ses propres projets de loi, tellement ils ont été dénaturés par telle ou telle alliance de circonstance à l'Assemblée nationale. Cette paralysie pose un problème à la bourgeoisie, qui a besoin de stabilité, et donc à ses serviteurs politiques. Dans ce contexte, un certain nombre de politiciens regrettent amèrement le « front républicain » contre le RN du deuxième tour des législatives de 2024, sans lequel le RN aurait été à peu près assuré d'obtenir la majorité à l'Assemblée nationale.

La campagne contre LFI vient ainsi à l'appui d'une manœuvre qui a culminé après les événements de Lyon, par laquelle le RN veut convaincre qu'il est un parti comme les autres, apte à gouverner, et qu'il faut en finir avec le

« front républicain » qui s'était conclu contre lui. Une partie de la droite, prête à s'allier au RN s'il parvient au pouvoir, reprend ce discours. Et pour les macronistes et le PS, il s'agit de disqualifier LFI et Mélenchon, pour s'assurer qu'il ne sera pas le candidat qualifié au second tour face au RN. Dans cette manœuvre, chaque parti a joué un rôle.

Le Rassemblement national est depuis des années aux premiers rangs de la campagne visant à présenter LFI comme un parti violent, antidémocratique et antisémite – ce qui n'est évidemment pas sans saveur quand on se rappelle le passé du parti fondé au début des années 1970 par Jean-Marie Le Pen avec ses amis anciens Waffen-SS. Mais le RN, au fur et à mesure qu'il se rapproche du pouvoir, accentue sa quête de respectabilité et de responsabilité, jusqu'à devenir le plus ardent défenseur d'Israël et « *de nos compatriotes juifs* » – lui qui a pourtant fait commerce, pendant des décennies, d'un antisémitisme décomplexé. Le RN est donc le premier à avoir un intérêt direct à voir LFI prendre sa place au rang des « *ennemis de la République* ».

La droite classique, en particulier Les Républicains, le soutient pleinement dans cette manœuvre. En la matière, le nouveau maire de Nice, Éric Ciotti, aura simplement eu raison trop tôt, dans son propre camp, en prônant ouvertement l'union avec le RN en 2024, ce qui lui valut alors d'être exclu du parti. Deux ans plus tard, c'est une bonne partie des dirigeants LR qui prépare le ralliement politique au RN en lui reconnaissant l'appartenance officielle à « l'arc républicain » et en dirigeant leurs coups vers LFI. « *Le seul ennemi de la République, c'est LFI!* », s'exclamait ainsi Laurent Wauquiez à la tribune de l'Assemblée nationale, en janvier, bien avant les événements de Lyon. Ceux-ci sont donc arrivés à point nommé pour accentuer encore cette campagne et préparer « l'union des droites » que de plus en plus de responsables LR appellent maintenant ouvertement de leurs vœux.

Le camp macroniste a lui aussi ses raisons de rejoindre la meute, voire, pour certains de

ses porte-parole, d'en prendre la tête. Ils ont tout intérêt à pousser la gauche à se désolidariser du mouvement de Jean-Luc Mélenchon afin de ne pas avoir à revivre l'épisode du Nouveau Front populaire, qui les a mis en difficulté sur le plan électoral et parlementaire. Ils espèrent donc qualifier un des leurs pour le second tour de la présidentielle, et pouvoir rejouer l'escroquerie du « barrage à l'extrême droite » qui a fonctionné en 2017, en 2022 et en 2024 – ce qui serait leur seule et unique chance d'espérer conserver le pouvoir... Cependant, à force de banaliser le RN et vu la détestation dont Macron et son camp font l'objet dans l'opinion populaire, il n'est même pas sûr que ce calcul soit gagnant.

Quant au PS et au PCF, enfin, ils ont également joué leur rôle dans cette campagne. C'est que LFI est devenue, au fil des années, une force politique non seulement concurrente mais susceptible de dominer la gauche, au détriment d'un PS et d'un PCF profondément déconsidérés par leur politique gouvernementale. Ceux-ci n'ont donc été que trop contents d'emboîter le pas à la droite pour attaquer LFI. « *La proximité du PCF avec LFI est tout simplement toxique et conduit inéluctablement à notre disparition. LFI est l'antithèse de nos valeurs* », écrivaient déjà des responsables du PCF dans une tribune publiée l'an dernier. Le PS a également multiplié les attaques contre LFI depuis des mois, entre le « *Mélenchon est un salopard antisémite* » de Jérôme Guedj et les déclarations du sénateur PS David Assouline qui, après la mort de Deranque, disait : « *J'espère que ceux qui croient encore possible un rapprochement ou une alliance [avec LFI] vont enfin comprendre que ce n'est ni possible ni acceptable.* »

Lors des élections municipales, les indignations du PS et du PCF face « *aux méthodes de LFI* » sont devenues contradictoires avec la perspective de gagner ou de garder ensemble quelques municipalités. Les résultats ont en effet démontré que la campagne anti-LFI n'avait pas pleinement fonctionné, et que tout un électorat, notamment dans les grandes villes les plus populaires, continue de voter pour le

mouvement de Mélenchon, sur la base de son radicalisme apparent et de sa dénonciation de la politique israélienne. Le premier secrétaire du PS, Olivier Faure, a géré cette contradiction en annonçant le 15 mars qu'il n'y aurait pas d'accord national avec LFI, tout en laissant la voie libre à des fusions de listes au niveau local entre le PS et les Insoumis, comme à Toulouse, Nantes ou Limoges.

Ailleurs, comme à Paris et Marseille, les candidats du PS ont refusé obstinément tout accord avec LFI et ont néanmoins remporté le second tour, en ayant sans doute rassuré l'électorat modéré. Il reste que ce choix au cas par cas n'a fait que souligner la division au PS, et plus largement celle de la gauche, à l'approche de l'élection présidentielle de 2027. Et en participant à la campagne contre LFI, le PS et le PCF ont contribué aussi, à leur manière, à une évolution réactionnaire et à la marche du RN vers le pouvoir.

### UN GRAND PATRONAT ÉGALEMENT EN CAMPAGNE

La bourgeoisie elle-même n'est pas absente de cette campagne. D'abord à travers les figures de grands bourgeois comme Vincent Bolloré ou Pierre-Édouard Stérin, qui militent activement pour « l'union des droites », sans doute tant par

conviction politique personnelle que dans une volonté de retour à la stabilité politique.

Mais les récentes prises de position du Medef de la région de Toulouse, pour ne prendre que cet exemple, sont parlantes : à quelques jours du second tour des municipales, le Medef est directement intervenu dans la campagne pour indiquer que si l'insoumis François Piquemal remportait l'élection, les usines Airbus pourraient être délocalisées en Allemagne. Il s'agit évidemment d'une menace en l'air, qu'Airbus lui-même a démentie, mais elle montre que le patronat lui-même peut apporter sa petite contribution à la diabolisation de LFI. Non pas parce qu'il pense que ce mouvement serait révolutionnaire, mais parce que même les timides mesures fiscales défendues par LFI et le fait que ce mouvement puisse faire naître dans le monde du travail des illusions sur sa prétention de « *faire payer les riches* » suffisent à le rendre insupportable aux yeux de la bourgeoisie. Le patronat ne veut que des partis qui, comme les macronistes, la droite et le PS, défendent l'idée qu'il n'y a pas d'autre solution que dans des attaques permanentes et toujours croissantes contre la classe ouvrière, politique que la Première ministre britannique Margaret Thatcher résumait en son temps par son slogan « TINA », c'est-à-dire « *there is no alternative* » : il n'y a pas le choix.



La couverture de Marianne du 19 février 2026.



La couverture de L'Express du 19 février 2026.

Ainsi, toute cette campagne anti-LFI vise aussi à faire taire tous ceux qui, d'une façon ou d'une autre, contestent peu ou prou l'ordre social, dans cette période d'aggravation de la crise économique et de montée guerrière.

Cela fait des années que cette politique est mise en œuvre, notamment par le biais d'un durcissement de la répression policière contre les mouvements sociaux et par l'intégration – par François Hollande puis par Emmanuel Macron – des mesures d'exception, en vigueur pendant l'état d'urgence, dans le droit commun. Cette volonté de mettre la population au pas s'est aussi illustrée lors de l'épidémie de covid-19. De même après le 7 octobre 2023, par l'arrestation et la mise en examen pour « *apologie du terrorisme* » de militants syndicaux ou politiques ayant osé soutenir un peu trop bruyamment la cause palestinienne.

La campagne contre LFI s'inscrit aussi dans cette évolution. Si LFI, fondamentalement, ne conteste nullement l'ordre social, beaucoup de ses militants et de ses électeurs voient pourtant dans ce mouvement une force contestataire, radicale, capable de dénoncer la politique du gouvernement, de s'opposer à la droite et à l'extrême droite. Ce sont eux que visent les acteurs de la campagne politique : ceux qui contestent l'ordre social ou même ceux qui croient le faire, en mettant un bulletin LFI dans l'urne, seront traités de violents, de criminels, d'anti-républicains... voire de fascistes, puisque plus d'un politicien RN ou LR a déclaré, ces dernières semaines ; « *Ce sont les LFI les vrais fascistes* », comme Jordan Bardella, ou le très droitier maire de Cannes, David Lisnard, qui parle lui des « *néo-fascistes de LFI* ». Mais au-delà, cette campagne d'intimidation vise aussi tous les travailleurs qui seraient tentés de laisser parler leur colère contre une société de plus en plus inégalitaire et injuste. En tentant de museler toute contestation, c'est toute la classe ouvrière que les serviteurs politiques de la bourgeoisie voudraient bien bâillonner.

## QUELQUES SUCCÈS DE LFI

Les élections municipales ont montré que, même si les scores de Jean-Luc Mélenchon à la présidentielle n'ont pas été atteints, le vote LFI reste important dans un certain nombre de grandes villes (Lille, Toulouse) et de villes très populaires, en Seine-Saint-Denis ou dans la banlieue lyonnaise. C'est ce qui a permis à ce mouvement de remporter les mairies de Saint-Denis, La Courneuve, Roubaix, Vénissieux et Vaulx-en-Velin. Il est évident que, dans ces communes pauvres, où vit une forte proportion d'électeurs d'origine immigrée, le soutien de LFI aux Palestiniens a aidé à sa popularité.

## AU PAYS DES AVEUGLES...

LFI est un parti social-démocrate, dont on peut dire que son discours est moins à gauche que celui du PS de la fin des années 1970. La mort de Lionel Jospin, le 22 mars, et les articles qui y ont été consacrés, permettent de se rappeler qu'un Jospin, premier secrétaire du Parti socialiste, pouvait déclarer peu avant les élections de 1981 : « *L'objectif du PS n'est pas de moderniser ou de tempérer le capitalisme mais de le remplacer par le socialisme.* » Même si ce discours n'était évidemment que du bluff, Mélenchon ne se permet pas d'aller aussi loin, lui qui se dit « *partisan de l'économie de marché* » et qui ne prône qu'une modeste réforme constitutionnelle pour remplacer la V<sup>e</sup> République bourgeoise par une VI<sup>e</sup>, tout aussi bourgeoise. LFI ne compte aucunement sur les luttes des travailleurs pour changer leur sort, mais prétend, comme tout bon réformiste, que non seulement les élections peuvent changer la vie des travailleurs mais que son accession à l'Élysée « *économiserait des kilomètres de manifestations* ».

Mais, dans ce climat de montée des idées réactionnaires, le ton combatif des cadres de LFI, leurs critiques des profits et des milliardaires, leur volonté de faire (un peu) « *payer les riches* »,

leur soutien aux musulmans aujourd'hui désignés comme les « *ennemis de la République* », font apparaître ce parti aux yeux de nombreux travailleurs, notamment ceux issus de l'immigration, comme une force de résistance. Finalement, l'hostilité même des autres partis réunis contre lui contribue à faire passer LFI pour un parti bien plus radical qu'il ne l'est en réalité.

Dans cette période d'atonie des luttes sociales et de profonde démoralisation des travailleurs, cette relative popularité de LFI dans une partie de la classe ouvrière tient aussi, précisément, au fait qu'il s'agit d'un parti réformiste : un parti qui, comme les autres, promet qu'il suffira d'un bulletin de vote pour améliorer le sort des plus pauvres. Mélenchon, ancien sénateur socialiste et ministre de Jospin, a simplement compris lorsqu'il a créé LFI qu'il existait un espace politique pour un parti réformiste portant un discours plus radical que celui de la gauche classique, décrédibilisée par ses passages au gouvernement. La façon dont toute une partie de la classe politique cherche aujourd'hui à l'exclure de son jeu fait penser à l'époque des années 1950, quand les députés du PCF à l'Assemblée en étaient écartés et qu'un des principaux dirigeants du PCF, Jacques Duclos, fut même brièvement jeté en prison sous prétexte d'« espionnage ». LFI est peut-être en passe de reprendre cette place qui a longtemps été celle du PCF, ostracisée à la gauche de l'échiquier politique, même si elle n'a ni les militants ni l'implantation que le PCF avait dans la classe ouvrière.

Même si elle est, aujourd'hui, haïe par une bonne partie des politiciens bourgeois, LFI n'est pas leur ennemie de classe. Ce sera peut-être Mélenchon ou l'un de ses lieutenants qui sera amené à jouer le rôle d'un énième « *bourgeois déguisé en tribun* », comme disait Blanqui. Et à l'avenir le positionnement politique de ce mouvement lui permettra peut-être de sauver la mise aux capitalistes en cas de révolte du prolétariat.

25 mars 2026



## Bernard Arnault et LVMH, ou le parasitisme de la bourgeoisie

**À la tête d'une fortune comprise entre 100 et 200 milliards d'euros, un temps homme le plus riche du monde, Bernard Arnault est célébré par tout ce que le petit monde politico-médiatique compte d'adulateurs du capitalisme et de la loi de l'argent. Peu importe que sa fortune soit bâtie sur la prospérité d'un secteur de l'économie aussi futile que le luxe, on salue en lui un succès à la française qui ferait rayonner le savoir-faire et l'élégance tricolore dans le monde. « Vous êtes une lame en à peu près tout, la silhouette, le regard, l'intelligence et l'intuition » : l'hommage du laquais à son maître a pris un tour particulièrement grotesque dans la bouche de Bruno Le Maire, le 12 janvier, quand Arnault a été installé dans un fauteuil de l'Académie des sciences morales et politiques.**

Ces derniers temps, Arnault est sorti de sa traditionnelle réserve pour protester contre la proposition de loi de taxation des patrimoines de plus de 100 millions d'euros à 2 %. Il a menacé, une nouvelle fois, de prendre la poudre d'escampette vers des cieux plus favorables. Le 21 mai 2025, devant une commission d'enquête du Sénat consacrée à l'utilisation des aides publiques accordées à LVMH, le groupe qu'il dirige, il a dit qu'« *il est très mauvais pour l'État de se mêler de la gestion des entreprises privées* », ce qui sonne plutôt comme un ordre.

C'est pour le moins culotté quand on sait que l'ascension d'Arnault doit tout à l'État. Car, derrière le mythe du capitaine d'industrie bâtisseur d'un empire mondial du luxe, il y a une autre réalité. Celle, à l'origine, d'un capitaliste de seconde zone pas spécialement heureux en affaires, que les pouvoirs publics ont favorisé et arrosé de subventions en lui confiant les débris de l'empire Boussac, entreprise que l'État l'a aidé à liquider en finançant la destruction de milliers d'emplois ouvriers pour ne lui laisser que les branches les plus rentables. Quand cela fut fait, elle lui a servi de tremplin pour mener des opérations financières

qui ont conduit, avec l'appui des grandes banques en quête de placements, à la prise de contrôle des entreprises qui allaient former le géant du luxe LVMH. Bernard Arnault n'a à proprement parler rien créé. À cet égard et à travers son exemple, c'est le parasitisme de toute une classe, la bourgeoisie, qui est mis en lumière.

### LE PARCOURS D'UN HÉRITIER

C'est dans les quartiers cossus de la ville de Croix, entre Roubaix et Lille, que Bernard Arnault est né en 1949. S'y côtoient les riches familles d'industriels locaux qui ont fait fortune dans le textile et le commerce. À la messe, les Arnault croisent les Mulliez, la famille qui contrôlera, entre autres, Auchan.

Entre cours de piano, parties de tennis, équitation et catéchisme, Bernard Arnault reçoit une éducation toute bourgeoise et coule une enfance paisible, celle d'un privilégié qui n'aura jamais à se battre dans un pays qui sort de la guerre et dont l'économie est à plat. Il en va autrement pour les familles ouvrières du Nord, qui font les frais de la « reconstruction ». Dans les

bagnes industriels textiles de Roubaix ou dans les mines du Valenciennois, on se tue à la tâche.

Jean Arnault, son père, est un industriel du bâtiment, à la tête de Ferret-Savinel, spécialisée dans la construction d'usines et d'entrepôts. Propriété de sa belle-famille, l'entreprise compte un millier de salariés. Elle est gérée dans une tradition paternaliste que viendra briser la grève avec occupation de mai 1968.

Après Polytechnique et un mariage avec une Dewavrin (d'une famille de capitalistes du textile), Bernard Arnault entend, au début des années 1970, récupérer et gérer l'entreprise familiale. Mais que faire de ses capitaux lorsqu'on est un petit poucet et que l'horizon des affaires s'assombrit ? La période de croissance tirée par les nécessités de la reconstruction après la guerre touche à sa fin et l'économie bascule dans la crise. Les usines ferment et il y a moins d'intérêt à en construire de nouvelles. Les Arnault se débarrassent de la branche BTP de Ferret-Savinel, rebaptisée Fériel et, avec l'appui du Crédit lyonnais déjà, ils se lancent dans la promotion immobilière. De 1 000 salariés, l'entreprise passe à seulement 20. Il s'agit alors de vendre des résidences

secondaires. Bernard Arnault a des ambitions et rachète une chaîne de restaurants, puis le magazine *Le Chasseur français*, alors propriété du groupe Manufrance en faillite. Pas de quoi entrer dans la cour des grands ! Au sein de la bourgeoisie, Bernard Arnault est encore un gagne-petit, qui en plus se casse les dents lorsqu'il prend le large. En 1978, en effet, il tente l'aventure au Québec, où les centaines de maisons qu'il fait construire ne sont pas conçues pour supporter la neige. C'est un fiasco.

Quand le socialiste Mitterrand remporte l'élection présidentielle en 1981, Bernard Arnault s'exile aux États-Unis de Ronald Reagan, où l'air lui paraît plus respirable. Il semble qu'il ait pris au sérieux les promesses du candidat socialiste de faire de la France un paradis pour les travailleurs et un enfer pour les patrons. La gauche sera pourtant à l'origine de sa fortune.

C'est à New York qu'Arnault entend parler des détails de la reprise de Boussac. Depuis 1978, les clés du groupe textile qui a fait la fortune de son fondateur, Marcel Boussac, sont confiées aux frères Willot, des industriels que l'État a adoubés en tant que repreneurs. Sur les 21 sociétés du groupe, où travaillent quelque 30 000 salariés, il y a, en plus de la branche productive textile, un très lucratif réseau de distribution comprenant notamment Le Bon Marché, Conforama, La Belle Jardinière et surtout la branche couture de l'enseigne Dior.

## LA GAUCHE AU POUVOIR : AU BONHEUR D'ARNAULT

En 1981, quand le Parti socialiste arrive au pouvoir, les nouveaux propriétaires de Boussac déposent le bilan. Mais, comme souvent dans ces cas-là, l'État est là pour réparer les dégâts. Le gouvernement PS de Mauroy, comprenant quatre ministres PCF, décide alors que les pouvoirs publics prendront à leur charge la branche textile déficitaire et que les Willot conserveront la partie lucrative. En clair, ce découpage socialise les pertes et privatise les profits.

En 1984, Arnault prend langue discrètement avec les frères Willot qui, craignant la liquidation judiciaire, lui cèdent une partie de leurs actions. Surtout, il a obtenu l'appui des banques et des grands groupes qui flairent eux aussi l'opportunité. La banque d'affaires Lazard – qui a échappé à la nationalisation en 1981 – et les pétroliers Elf et Total lui apporteront les prêts et les garanties pour reprendre Boussac à hauteur de 400 millions de francs. Ces circonstances lui permettent de coiffer ses concurrents au poteau, dont Bernard Tapie qui, une fois éconduit, criera au délit de sale gueule.

Ce qui rassure les créanciers est l'engagement pris par l'État de mettre la main au portefeuille. Arnault exige en effet du gouvernement socialiste de Fabius 750 millions de francs. Bruxelles évaluera à un milliard l'ensemble des aides qu'il aurait reçues des pouvoirs publics. Elles se répartissent en abandon d'une partie des créances de dette, en remises et échelonnements fiscaux ainsi qu'en subventions pures et simples. Ces liquidités qui renflouent le groupe serviront à financer les plans sociaux et la suppression d'une dizaine de milliers d'emplois dans les deux ans qui suivront sa prise de contrôle.

En attendant, avec une mise initiale de 40 millions de francs, l'appui de l'État et des banques, Arnault prend le contrôle d'un groupe dont les actifs se chiffrent en milliards.

## LE DÉMANTÈLEMENT DE BOUSSAC

Une fois maître à bord, Arnault peut entreprendre ce qu'il ambitionne depuis le début, se débarrasser des filiales de la branche textile. Cela se fait par la sous-traitance des licenciements à des industriels peu scrupuleux.

L'acheteur est une équipe d'entrepreneurs qui compte des margoulins de la filière, à l'image d'Alexandre Saban, un bandit et escroc multirécidiviste inculpé pour vol en bande organisée de poids lourds transportant des tissus. Reconverti en

financier, il est, comme Bernard Tapie, du type des vautours qui tournent autour des entreprises en difficulté, les rachètent pour peu en comptant sur des subventions publiques, des crédits et des rabais sur les stocks. Les juges qui mettront le nez dans les affaires de cette équipe découvriront un montage de sociétés fictives qui occultent des ventes sans facture, le non-paiement des impôts et des cotisations sociales. Feignant l'ignorance, Bernard Arnault ne sera jamais inquiété.

Il reste qu'en deux ans, de 1985 à 1987, Arnault aura été responsable de la suppression d'une dizaine de milliers d'emplois dans la filière textile. Celui qui passe aujourd'hui pour un « capitaine d'industrie » vient de liquider l'empire industriel que l'État lui a donné. En cela, Arnault ne fait pas vraiment preuve d'originalité, car c'est l'époque où toute la classe capitaliste retire de la production industrielle une part toujours croissante de ses capitaux. La crise économique démarrée au milieu des années 1970 a révélé la surproduction générale due aux limites du marché. La bourgeoisie ne s'en est pas trouvée ruinée, au contraire, mais elle rechigne de plus en plus à « risquer » son argent dans l'achat de nouvelles machines et l'ouverture de nouvelles usines. Des masses toujours plus grandes de capitaux viennent donc se placer dans la finance. C'est dans cette période par exemple que la famille de Wendel abandonne complètement la production d'acier et se tourne vers la spéculation financière.

## CRÉATIVITÉ DANS L'ART DE LA FINANCE

En possession de Dior et des milliards de francs qu'il vient de récupérer, Arnault décide de se lancer tout entier dans le secteur du luxe. Pour devenir un géant du secteur, il ne recrute pas des stylistes... mais des financiers. À quoi bon créer une nouvelle entreprise de haute couture quand il suffit de racheter celles qui existent déjà ? Il a en ligne de mire l'entreprise Louis Vuitton, qui vient de s'associer en

1987 au groupe Moët-Hennessy qui produit du champagne et du cognac. Le résultat de la fusion est LVMH, qui déjà à ce moment s'affirme comme le numéro un mondial du luxe, avec une capitalisation boursière de 23 milliards de francs.

Comment prendre le contrôle d'un groupe pareil quand on ne dispose pas des capitaux suffisants pour l'acheter ? C'est là qu'Arnault va déployer toute sa créativité financière. Depuis plusieurs années, il a l'appui du banquier d'affaires Bernheim, à la tête de Lazard. Il vient aussi de s'attacher les services du haut fonctionnaire chargé du dossier Boussac en 1984, Robert Léon. Celui-ci a navigué entre le ministère de l'Industrie et celui des Finances, et il est un spécialiste des montages financiers. Bernheim et Léon vont mettre au point un système de holdings en cascade qui permet de démultiplier les capacités financières d'Arnault. Celui-ci devient donc le propriétaire majoritaire de la holding « Arnault et associés » qui contrôle la holding « Financière Agache », qui elle-même contrôle la holding « Boussac Saint-Frères » et ainsi de suite.

À chaque étage, la holding peut lever des capitaux auprès d'autres capitalistes et de petits actionnaires, tout en permettant à Arnault de garder au moins 51 % des actions et donc le pouvoir absolu. « Avec seulement trois holdings successives, on dispose du pouvoir sur la société qui est en bas de l'édifice en engageant des capitaux égaux à environ 13 % de l'actif net », écrit le banquier Peyrelevade dans une revue spécialisée<sup>1</sup>. En 1989, Arnault parvient à prendre le contrôle de LVMH... en possédant entre 3 et 4 % des titres de propriété du groupe. Le principe des cascades n'est pas une nouveauté, il est un autre nom de ce que Lénine appelait « le système de participations », dont il expliquait qu'« il ne sert pas seulement à accroître immensément la puissance des monopolistes, il permet en outre de consommer impunément les pires tripotages et de dévaliser le

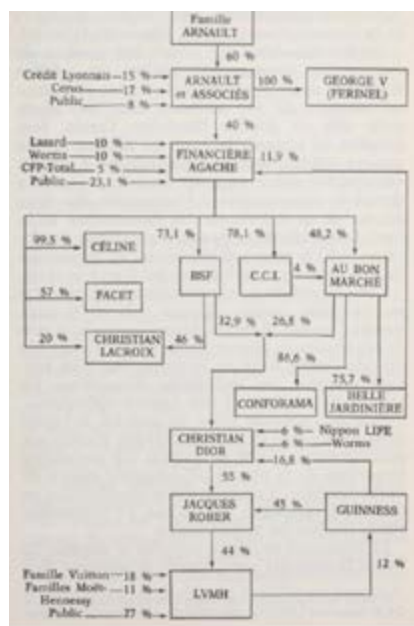
public » (*L'Impérialisme*, 1916).

Mais la particularité de notre époque tient à l'abondance des capitaux disponibles à la recherche de placements financiers fructueux. Ces milliards ne trouvent pas à s'investir dans de nouveaux moyens de production mais sont prêts à financer le rachat d'entreprises existantes et leur fusion avec d'autres. La prise de contrôle par Arnault du groupe LVMH a donc lieu dans une période de financiarisation accélérée du système capitaliste. Les États ont accompagné cette évolution en levant toutes les barrières qui empêchaient de spéculer dans tel ou tel domaine. En France, c'est le gouvernement PS-PCF qui se charge de cette déréglementation financière à partir de 1981 : il prend des mesures pour faciliter l'accès des entreprises à la Bourse, encourage les bourgeois petits et grands à se tourner vers celle-ci et met fin à la séparation entre banques d'affaires et banques de dépôt. En 1991, un journaliste économique pro-patronal écrira enthousiaste : « qui eût prédit il y a dix ans que les socialistes allaient réveiller le capitalisme ? »<sup>2</sup>.

## UN FINANCIER BIEN AIDÉ PAR LES BANQUES NATIONALISÉES

L'État n'a pas seulement mis le pied à l'étrier à Arnault en lui confiant le groupe Boussac. Pour prendre le contrôle de LVMH, celui-ci a pu aussi compter sur le soutien sans faille du Crédit lyonnais, une banque nationalisée en 1981. Elle prend des participations dans ses holdings et lui débloque des lignes de crédit de plusieurs milliards de francs chaque fois qu'il en a besoin. Cet argent frais lui permettra d'augmenter ses participations dans LVMH et de racheter d'autres entreprises dont Kenzo et Guerlain. Le Crédit lyonnais fera quasiment faillite quelques années plus tard, en accusant des pertes de 100 milliards de francs, éponnées par le contribuable. Mais ce ne sera pas un naufrage pour tout le monde : les Arnault, Pinaut, Bolloré et Tapie auront multiplié leur fortune grâce aux largesses des banques publiques. Cela n'empêchera pas Arnault d'écrire avec aplomb dans un livre d'entretiens en 2000 : « Je connais mal l'affaire du Crédit lyonnais. Mais elle illustre ce qui peut arriver de pire dans la gestion par l'État d'une entreprise. Après, le trou étant là, il faut bien que quelqu'un le comble. Il est désormais privatisé. Même si les pertes et les dettes ont été reprises par les pouvoirs publics qui avaient eux-mêmes creusé le déficit au détriment des contribuables »<sup>3</sup>. Celui qui affirme mal connaître l'affaire du Crédit lyonnais cotoie pourtant à cette époque le président de la banque au conseil d'administration de LVMH !

Au fil des années, le groupe LVMH grossit en rachetant toujours plus de marques : le prestigieux domaine viticole Château d'Yquem, l'enseigne de parfums Sephora, les montres Tag Heuer... Aujourd'hui, le groupe compte 75 marques différentes, dont pas une n'a été créée par Arnault. La seule dont il peut revendiquer la paternité est Christian Lacroix, qui n'a jamais délogé le moindre



La structure du groupe Arnault en 1989 : une cascade de holdings.

1 Cité dans : Airy Routier, *L'ange exterminateur*, Albin Michel, 2003, page 173.]  
 2 Cité dans : Christine Kerdellant, *Les nouveaux condottiers*, Calmann-Lévy, 1994.  
 3 Bernard Arnault, Yves Messarovitch, *La Passion créative*, Plon, 2000.

bénéfice et dont il a décidé de se séparer en 2005. Arnault brille moins dans la haute couture que dans la haute finance.

Dans ce domaine, il a bien mérité son surnom de « loup en cachemire ». Car lorsqu'il s'engage dans une bataille pour prendre le contrôle d'un groupe – ce que le monde de la finance nomme des « raids » –, il utilise toutes les armes à sa disposition. Ces batailles requièrent bien sûr des banquiers prodigues et des relations politiques haut placées, mais aussi des informations confidentielles : sur la santé financière des groupes concurrents, leurs montages juridiques, leurs documents fiscaux et même les secrets de famille. Dans sa tentative pour prendre le contrôle de Gucci en 1999, Arnault fait donc largement appel à un cabinet d'espionnage économique. Ces espions d'un genre un peu particulier fouillent dans les comptes financiers... et dans les poubelles des concurrents à la recherche de documents internes compromettants. À partir de 2012, Arnault décidera de confier cette activité d'espionnage économique à une recrue de choix : l'ex-directeur du renseignement intérieur Bernard Squarcini. En mars 2025, ce dernier est condamné à quatre ans de prison dont deux ferme pour s'être servi de ses réseaux au service



ALBINTOHR-JONES

**Arnault et Trump, en janvier 2017, à la Trump Tower, à New York.**

de LVMH. Le donneur d'ordre Arnault n'est pas inquieté.

**UN CAPITALISTE QUI ASSEOIT SON INFLUENCE SUR L'ÉTAT**

Le cas de Squarcini n'est pas une exception. Car cela fait alors bien longtemps que le groupe LVMH s'emploie à recruter des hauts responsables de l'État qui apportent leurs compétences et surtout leurs réseaux. Parmi ceux-là, Nicolas Bazire, un haut fonctionnaire de la Cour des comptes, directeur de cabinet du

Premier ministre de droite Balladur et ami intime de Sarkozy. Arnault le recrute en 1999 pour diriger sa holding familiale et il est toujours aujourd'hui un des piliers du groupe. En 2010, c'est Bernadette Chirac qui intègre le conseil d'administration de LVMH. Elle y côtoie notamment Hubert Védrine, ancien secrétaire général de l'Élysée du temps de Mitterrand et ancien ministre des Affaires étrangères de Jospin. Moins connu mais non moins influent, Marc-Antoine Jamet devient en 2001 le secrétaire général du groupe LVMH. Lui aussi est un haut fonctionnaire de la Cour des comptes, il a été directeur de cabinet de Fabius et il est toujours le maire PS d'une petite ville de Normandie.

Le milliardaire Arnault n'a donc pas seulement des capitaux, il a aussi de l'entregent. Un dirigeant du groupe LVMH confie au journal *Le Monde* : « Nous sommes si gros, si puissants que nous n'avons même plus besoin de faire du lobbying, ça se fait tout seul »<sup>4</sup>. Malgré tout, il arrive qu'Arnault doive se résoudre à passer quelques coups de téléphone. C'est le cas en 2020, lorsqu'il signe un accord de rachat du groupe américain de joaillerie Tiffany et qu'il estime finalement le prix trop élevé. Il demande ainsi au ministre des Affaires étrangères Le Drian d'écrire une lettre pour lui « interdire » de procéder à l'achat en



**Un trust qui possède des dizaines d'entreprises.**

4 Cité dans : Elsa Conesa, Solenn De Royer, « Bernard Arnault et les politiques, la puissance d'un groupe... », *Le Monde*, 8 août 2023.

GUILLAUME HERBAUT



**Arnault avec ses deux fils et leur ancienne professeure Brigitte Macron en juillet 2021.**

il insiste pour ne pas recevoir la déduction d'impôts correspondante. Cela mérite bien une certaine tolérance du fisc vis-à-vis des montages d'optimisation fiscale de ses holdings.

### DERRIÈRE L'EMPIRE FINANCIER, LE RÈGNE DE L'EXPLOITATION

Si Arnault est passé maître dans l'art des « raids » boursiers, ce n'est qu'un aspect de la façon dont il a construit sa fortune. Car les opérations financières, aussi profitables soient-elles, ne créent en définitive aucune richesse supplémentaire. Elles ne sont qu'un moyen de s'approprier une part plus ou moins grande de la plus-value qui est fabriquée sur les chaînes de production du monde entier. La puissance de LVMH repose donc avant tout sur les centaines de milliers de travailleurs qui produisent les marchandises du groupe. Derrière les bulles de champagne et les paillettes des défilés de mode, il y a l'exploitation dans toute sa brutalité. Dans les usines Louis Vuitton en France, une ouvrière avec six ans d'ancienneté est payée autour de 1 500 euros par mois. L'une d'elles explique : « Dans les ateliers, un salarié de Louis Vuitton fabrique la valeur de son salaire en une heure de son temps de travail. Le reste des 150 heures qu'on va faire dans le mois, c'est du bénéfice dans la

pleine pandémie. Ce petit coup de pouce lui permettra quelques mois plus tard de renégocier à la baisse le prix d'achat et d'économiser plusieurs centaines de millions de dollars.

Quand on vend des sacs à main et des bouteilles sur toute la planète, il est plus sûr d'étendre ses réseaux à l'international. C'est ainsi qu'Arnault affirme avoir connu personnellement tous les présidents américains depuis Reagan. Lors de son premier mandat (2017-2021), Trump, qu'il a connu lors de son escapade américaine, le fait embarquer à bord de l'avion présidentiel et

fait exempter ses champagnes des sanctions douanières décidées contre les vins français.

L'influence dans l'appareil d'État se double d'un vaste empire médiatique qui comprend notamment *Le Parisien*, *Les Échos*, *Challenges*. Et comme tout grand bourgeois qui aime vivre, Arnault possède une île privée, un yacht géant avec practice de golf, une fondation d'art contemporain et un club de football, le Paris FC. Comme les autres milliardaires, il sait se faire mécène : il fait un don de 200 millions d'euros pour la reconstruction de Notre-Dame de Paris et



**Des ouvrières d'Arco, sous-traitant de Vuitton, en grève, en mai 2022, à Châtelleraut.**

DENYS FRÉTIER / LA NOUVELLE RÉPUBLIQUE DU CENTRE-OUEST



Un atelier sous-traitant de Loro Piana en Italie, inspecté par des policiers en 2025.

poche de la maison.»<sup>5</sup> La marque prétend faire de l'artisanat haut de gamme mais elle recourt aux méthodes classiques du travail à la chaîne : chronométrage de chaque geste, élimination de ceux qui n'apportent pas de « valeur ajoutée », vol des temps de pause, interdiction des « bavardages » sur la chaîne... Dans le champagne, les vendanges obéissent à la même logique : des journées de travail, pour les plus précoces, de dix ou douze heures, sous des chaleurs accablantes, y font chaque été plusieurs morts. Les travailleurs saisonniers sont souvent entassés dans des baraquements sordides, avec des matelas à même le sol et sans eau chaude. Ils sont recrutés par des entreprises sous-traitantes mais le raisin qu'ils récoltent est à destination des grandes marques de champagne, comme Veuve Clicquot ou Moët & Chandon, toutes deux propriétés de LVMH. En Italie, en juillet 2025, la marque Loro Piana, filiale de LVMH, a été mise en cause par la justice car elle fait fabriquer ses pulls en cachemire dans des ateliers clandestins de la région de Milan. Des ouvriers immigrés y travaillent jusqu'à 90 heures par semaine pour quatre euros de l'heure et sont logés sur place

dans des dortoirs insalubres. Loro Piana prétend ne rien savoir des pratiques de ces entreprises sous-traitantes mais elle est en réalité la commanditaire de cet esclavage moderne. Pour une veste vendue 3 000 euros en boutique, la marque paye le fournisseur 86 euros. Un an plus tôt, c'est la marque Dior qui a subi la même procédure de la justice italienne pour les mêmes raisons, avant d'être finalement blanchie de toute infraction.

C'est sur un tel système d'exploitation que reposent les profits du secteur du luxe, un secteur dont la croissance est un symptôme du pourrissement avancé du système capitaliste. En 1990, les ventes mondiales de « biens personnels de luxe » étaient estimées autour de 50 milliards d'euros. En 2025, elles ont représenté 358 milliards. Entretemps, la crise économique a continué de s'aggraver : des milliards de travailleurs se sont appauvris, mais quelques millions de bourgeois petits et grands se sont, eux, considérablement enrichis. Ils ont donc de l'argent à dépenser dans des babioles qui obéissent à deux critères : il faut que ce soit (très) cher et inutile. Le sac à main Louis Vuitton en cuir d'alligator coûte 30 000 euros mais

ceux qui cherchent moins classique et plus cher peuvent opter pour un sac en coquilles d'œuf à 90 000 euros dont la confection a nécessité 300 heures de travail, une aberration et un écœurant gâchis de travail humain.

Dans le classement *Challenges* des grandes fortunes françaises, les cinq familles de tête appartiennent au secteur du luxe et des cosmétiques, avec Hermès, LVMH, Chanel, L'Oréal et à celui de l'armement, avec Dassault. Les secteurs du luxe et de l'armement au sommet dans les affaires de la grande bourgeoisie, voilà l'image du capitalisme englué dans la crise, et qui ne voit d'issue que dans les dépenses improductives et dans la guerre.

## UN SYMBOLE DU PARASITISME DE SA CLASSE

Si l'exploiteur Arnault est bien un symbole, c'est celui du parasitisme de sa classe sociale. D'abord parce qu'il a construit sa fortune sur le pillage des caisses publiques. Ensuite parce que son prétendu génie des affaires n'a consisté en réalité qu'en des opérations financières de rachats d'entreprises déjà existantes. Enfin parce que le secteur sur lequel il prospère ne sert qu'à satisfaire les caprices d'une classe sénile.

Si l'on mesure l'aberration d'une telle organisation sociale, il est vain de réclamer que les milliardaires comme Arnault payent leurs impôts. L'urgence est de renverser le capitalisme et d'exproprier cette classe sociale parasitaire qu'est la grande bourgeoisie. En prenant le pouvoir, la classe ouvrière bâtira une société véritablement humaine, une société qui ne tolérera plus « *qu'un homme meure de faim à la porte d'un palais où tout regorge* »<sup>6</sup>, comme l'écrivait le communard Eugène Varlin.

12 mars 2026

5 Cité dans Mediapart, « Bas salaires : les maroquinières de Louis Vuitton débrayent », février 2022.

6 Déclaration faite lors du procès de l'Association internationale des travailleurs en mai 1868, transcrite dans : *Procès de l'Association internationale des travailleurs*, Paris, AIT, juillet 1870.



Friedrich Lessner (1825-1910).

## Aux origines de l'internationalisme ouvrier

**Christian Gasquet, *Les Origines de l'internationalisme ouvrier. De la Ligue des communistes à l'Association internationale des travailleurs (1847-1872), Les bons caractères, 2025.***

**Friedrich Lessner, *J'ai apporté le Manifeste communiste à l'imprimerie. Avant 1848 et après. Souvenirs d'un vieux communiste, Les bons caractères, 2026.***

Les deux ouvrages évoquent la vie militante de Karl Marx, Friedrich Engels et d'ouvriers comme le tailleur Friedrich Lessner qui, en révolutionnaires conséquents, ont été tout au long de leur vie des organisateurs.

Quand les jeunes Marx et Engels comprennent, dans les années 1840, quels sont les rouages du capitalisme en plein essor, et quel rôle révolutionnaire la classe ouvrière naissante peut jouer, ils deviennent communistes. Ils ne réservent pas leurs découvertes à des cercles étroits d'intellectuels, mais consacrent leur vie à regrouper des militants au sein d'organisations pour répandre leurs idées et œuvrer à l'émancipation de la classe ouvrière.

Celle-ci ne les avait pas attendus pour lutter. Dans les années 1830 et 1840, les révoltes des Canuts à Lyon et le mouvement chartiste en Grande-Bretagne montraient sa capacité à s'organiser. Des ouvriers allemands émigrés s'organisent dans ces deux pays, comme ils le font en Belgique ou en Suisse, et dans les grandes villes de leur pays. À Paris, certains d'entre eux se sont illustrés dans un soulèvement lancé le 12 mai 1839 par Auguste Blanqui et d'autres dirigeants de sociétés secrètes. Dans leurs combats, les travailleurs remettent en cause le pouvoir de la bourgeoisie. Matérialistes, Marx et Engels comprennent que la prise

du pouvoir par la classe ouvrière n'a rien d'automatique. Elle doit prendre conscience de sa capacité à renverser la bourgeoisie, à briser son appareil d'État pour réorganiser la société sur des bases communistes. Pour cela, elle a besoin de militants armés d'une claire compréhension de la société, armés d'un programme d'action susceptible d'offrir une politique aux travailleurs quand ils entrent en lutte, pour que ces luttes aillent le plus loin possible.

C'est à leur initiative qu'est né le courant communiste moderne unissant des intellectuels révolutionnaires, Marx et Engels en tête, à des ouvriers comme le typographe Karl Schapper, le cordonnier Heinrich Bauer ou l'horloger Joseph Moll. En 1847, lors d'un congrès à Londres, ils jettent les bases d'un parti communiste et internationaliste, la Ligue des communistes, dont le cri de guerre devient, à leur initiative, : « *Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !* »

Au sein de la Ligue, des liens humains et militants s'établissent pour de longues années, entre autres avec les tailleurs Johann Eccarius (1818-1889) et Friedrich Lessner (1825-1910). C'est ce dernier, jeune membre londonien de la Ligue, qui apporte à l'imprimerie le manuscrit du *Manifeste du Parti communiste*, rédigé comme programme de cette organisation. Ensemble ils participent à la révolution

de 1848-1849 dans les régions allemandes, à Cologne en particulier. Puis ils traversent les difficiles années 1850, marquées par un recul du mouvement ouvrier. Marx et Engels s'exilent outre-Manche. Lessner est arrêté, jugé au procès de la Ligue des communistes à Cologne en 1852 et il passe quatre ans en forteresse, avant de s'exiler à son tour. La lutte de classe ne s'arrêtant jamais, les années 1860 ont vu le réveil des luttes ouvrières et la naissance de la première Internationale. En 1864 l'Association internationale des travailleurs (AIT) est fondée à Londres, et leur petit courant communiste se porte tout naturellement à sa tête.

Cette organisation, à laquelle adhèrent des sociétés ouvrières et des syndicats, est basée sur l'idée que les intérêts des travailleurs sont les mêmes par-delà les frontières, contre la bourgeoisie. Elle organise le soutien international aux grèves et contre la répression. Elle défend les droits des peuples opprimés comme les Polonais ou les Irlandais. En 1871, elle salue la Commune de Paris, alors vilipendée par toutes les bourgeoisies d'Europe, comme « *le glorieux fourrier d'une société nouvelle* ». Les conceptions syndicalistes ou proudhoniennes dominent l'Association. Mais au sein de sa direction, dans le Conseil général basé à Londres, Marx, Eccarius



DEUTSCHES HISTORISCHES MUSEUM, BERLIN

**Le procès de la Ligue des communistes à Cologne, en octobre et novembre 1852. Gravure publiée dans *Le journal illustré de Leipzig*, 1852.**

et Lessner parmi d'autres issus de la Ligue des communistes, sont les plus clairvoyants. Ils assurent le fonctionnement courant et Marx rédige les textes les plus importants. Ils agissent pour qu'au sein de l'Internationale, les diverses conceptions socialistes se confrontent et que

les plus confuses soient écartées, ce qui se fait avec des fortunes diverses.

L'AIT ne survit pas à l'écrasement de la Commune de Paris et à ses propres divisions. Ce sont les militants allemands liés à Marx, Wilhelm Liebknecht et August Bebel en tête, qui reprennent à

leur façon le programme révolutionnaire développé dans le Manifeste et dans l'AIT. Ils fondent le premier parti socialiste de masse, le Parti social-démocrate allemand, autour duquel l'Internationale ouvrière se développe à partir de 1889.

Friedrich Lessner, ami intime de Marx et d'Engels, vétéran de la « vieille garde », en fait partie jusqu'à la fin de sa vie. Il incarne une génération qui n'a jamais cessé de combattre. C'est ce que ses mémoires, jusqu'ici inédits en français, racontent de façon vivante. On y voit les liens humains et organisationnels unissant des militants qui ont jeté les bases du communisme moderne. L'ouvrage de Christian Gasquet, pour sa part, montre que ces révolutionnaires sont convaincus que l'on ne peut changer la société qu'à l'échelle internationale.

Dans notre période dominée par le nationalisme et la xénophobie débridés, les idées et les expériences des premiers internationalistes prolétariens sont précieuses, pour qui veut combattre sous le drapeau de l'internationale ouvrière.

10 mars 2026



BIBLIOTHÈQUE UNIVERSITAIRE D'HEIDELBERG

**Les délégués du congrès de l'AIT à Bâle, en septembre 1869.**

# Les autres publications de Lutte ouvrière

L'hebdomadaire

## Lutte ouvrière



Notre hebdomadaire défend un point de vue de classe sur toute l'actualité politique, économique, sociale, nationale et internationale. Nous y publions les articles de nos correspondants d'entreprise sur les luttes, les grèves et l'actualité sociale en général.  
Prix : 1,50 €.



**Organisation des travailleurs révolutionnaires (Haïti)**  
*Les luttes de la classe ouvrière pour son indépendance politique*  
Édité par Lutte ouvrière  
Prix 15 €

## Les exposés du Cercle Léon Trotsky



Lutte ouvrière organise régulièrement à Paris des réunions du Cercle Léon Trotsky, au cours desquelles sont exposées ses positions sur de nombreuses questions politiques du passé et du présent. Ces exposés sont édités sous forme de brochure, dont la liste complète est disponible sur le site de Lutte ouvrière, à l'adresse : [www.lutte-ouvriere.org/publications/CLT](http://www.lutte-ouvriere.org/publications/CLT).

### Les États-Unis sous Trump : l'autoritarisme au service du grand capital

n° 182, 8 novembre 2025 - 3 €

### Maghreb : les peuples face à l'impérialisme et à leurs propres dirigeants

n° 181, 10 mai 2025 - 3 €

### De Mayotte à la Nouvelle-Calédonie, l'impérialisme français contre les peuples

n° 180, 15 mars 2025 - 3 €

### Après le Brexit, où va la Grande-Bretagne ?

n° 179, 1<sup>er</sup> février 2025 - 3 €

Et aussi

Le fascisme, des origines à l'instauration du régime  
Le bras armé de la bourgeoisie contre la classe ouvrière

n° 176, brochure de L'Internazionale (UCI - Italie) - août 2023 - 3 €

Les ravages du capitalisme dans le monde du travail  
Accidents, décès, maladies professionnelles  
édité par Lutte ouvrière - 3 €

Toutes les brochures sont à commander sur la page : [www.lutte-ouvriere.org/publications/commander](http://www.lutte-ouvriere.org/publications/commander)

La prochaine fête de Lutte ouvrière, à Presles (Val-d'Oise), aura lieu **les 23, 24 et 25 mai 2026**  
Billetterie et informations : <https://fete.lutte-ouvriere.org/>



Les éditions Les bons caractères publient des romans historiques et sociaux, des témoignages et des ouvrages théoriques qui contribuent à la défense des idées progressistes, laïques, sociales, antiracistes et antixénophobes.

Catalogue et commandes sur le site [lesbonscaracteres.com](http://lesbonscaracteres.com)

## Dernières parutions

**J'ai apporté le Manifeste communiste à l'imprimeur**  
Avant 1848 et après -  
Souvenirs d'un vieux communiste  
Friedrich Lessner

Collection Témoignages  
152 pages - 11 €



**J'ai allumé le feu**  
Une grève, un collectif :  
Chausson 1975  
Pierre Chaze

Collection Témoignages  
160 pages - 11 €

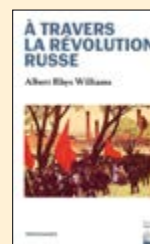


**Les Questions du mode de vie**  
Léon Trotsky

Collection Classiques - 13 €



**À travers la Révolution russe**  
Albert Rhys Williams  
Collection Témoignages - 16 €



# Lisez la presse révolutionnaire internationale!

## AFRIQUE



Mensuel trotskyste publié par l'Union africaine des travailleurs communistes internationalistes  
Lutte ouvrière - PAT  
BP 20029 - 93501 Pantin cedex  
<http://www.uatci.org>

## ALLEMAGNE



Das rote Tuch - Mensuel du Bund Revolutionärer Arbeiter  
Abonnement un an: Allemagne 11 €, autres pays 15 €  
Correspondance:  
Das rote Tuch,  
Postfach 10 08 02, 45008 ESSEN - ALLEMAGNE  
<http://www.bund-revolutionaerer-arbeiter.org>

## BELGIQUE



Lutte ouvrière - Arbeidersstrijd  
Correspondance:  
BP 54, rue de la Clef  
7000 MONS - BELGIQUE  
<http://www.lutte-ouvriere.be> et  
<http://www.arbeidersstrijd.be>

## ESPAGNE



Correspondance:  
boletinvozobrera@yahoo.es  
APARTADO DE CORREOS - 10210 - SEVILLA - ESPAGNE  
<http://www.vozobrera.org>

## ÉTATS-UNIS



Bimensuel trotskyste  
Abonnement par avion, sous pli fermé  
USA, Canada, Mexique  
six mois: 13 \$ - un an: 26 \$  
Autres pays, 6 mois: 19 \$ - un an: 37 \$  
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND 21203 - USA  
<http://www.the-spark.net>



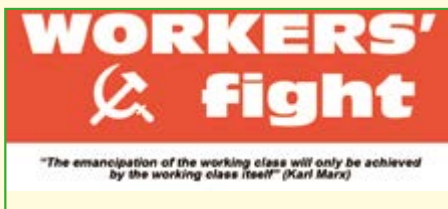
Revue trimestrielle publiée par The Spark  
Abonnement par avion, sous pli fermé  
USA, Canada, Mexique,  
un an (4 numéros): 16 \$  
Autres pays, un an (4 numéros): 25 \$  
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND 21203 - USA

## FRANCE



Hebdomadaire trotskyste  
Prix: 1,50 €  
Abonnements: France - DOM TOM,  
six mois: 25 €; un an: 50 €  
Autres pays, par avion, sous pli fermé:  
nous consulter  
Versements à LUTTE OUVRIÈRE -  
CCP PARIS 26 274 60 R  
[www.lutte-ouvriere-journal.org](http://www.lutte-ouvriere-journal.org)

## GRANDE-BRETAGNE



Mensuel  
Abonnement: écrire à la boîte postale  
<http://www.w-fight.org>  
contact e-mail: [contact@w-fight.org](mailto:contact@w-fight.org)



Trimestriel publié par Workers' Fight  
BM ICLC - LONDON WC1N 3XX - GRANDE-BRETAGNE  
Abonnement un an:  
GB £8 - Reste de l'Europe: £10

## GUADELOUPE - MARTINIQUE



Bimensuel trotskyste  
Abonnement un an: pli fermé: 30,50 € - Pli ouvert: 23 €  
Guadeloupe:  
Combat ouvrier - Philippe Anaïs  
1111 Rés. Matéliane, l'Aiguille - 97128 GOYAVE  
Martinique:  
Combat Ouvrier - Louis Maugée  
BP 821 - 97258 FORT-DE-FRANCE CEDEX  
<http://www.combat-ouvrier.net>

## HAÏTI



Mensuel révolutionnaire internationaliste publié par l'Organisation des travailleurs révolutionnaires (UCI)  
BP 2074 - PORT-AU-PRINCE - HAÏTI  
e-mail: [vdtravailleurs@yahoo.fr](mailto:vdtravailleurs@yahoo.fr)

## ITALIE



Mensuel du Cercle ouvrier communiste  
via Ippolito Nievo 32-57100 LIVORNO - ITALIA  
Abonnement 1 an: 12 €  
<http://www.linernazionale.it> - contact  
e-mail: [l.internazionale@tin.it](mailto:l.internazionale@tin.it)

## TURQUIE



Sınıf Mücadelesi (Lutte de classe)  
Mensuel trotskyste  
Correspondance:  
BM ICLC - LONDON WC1N 3XX  
<http://www.sinifmucadelesi.net>

